

**L'éditorial
d'Arlette
Laguiller**
p 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**LUTTE
OUVRIÈRE**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

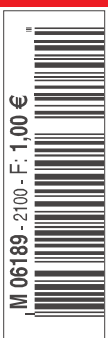
Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2100 - 31 octobre 2008 - prix : 1 € - DOM 1,50 €

**Que les responsables
de la crise en payent
les conséquences !**



États-Unis

Un système électoral verrouillé



Sommaire

Leur société

- p. 4
 - Un président pour l'Eurogroupe ?
 - Sarkozy en Haute-Savoie.
 - Banquiers : cherchez l'erreur.
 - Les riches et les impôts.
- p. 5
 - Le plan d'aide à l'emploi de Sarkozy.
 - La création d'un « fonds d'investissement stratégique ».
 - L'inflation de cadeaux au patronat.
- p. 6
 - Le plan 2009 de financement de la Sécu.
 - La solidarité active de Martin Hirsch.
 - Le gouvernement face aux magistrats.
 - Pas de crise pour l'industrie de guerre.
- p. 7
 - Le RSA et les étrangers.
 - Nouvelle expulsion à Paris 13^e.
 - Les travailleurs sans-papiers de Montreuil.
 - Non à l'immigration choisie et jetable !
- p. 12
 - Fin de la grève de la météo à Toulouse.
 - Loi Boutin et panne du logement social.
 - Changement d'horaire.

Dans le monde

- p. 8-9
 - États-Unis : un système électoral verrouillé.
 - L'argent public donné aux banques.
 - Vers un nouveau Bretton Woods ?
 - Spéculation sur les actions Volkswagen.
 - Faillite de Fortis.
 - Des États au bord de la faillite.
- p. 10
 - Proche-Orient : les États-Unis prêts à porter la guerre en Syrie ?
 - Grèce : succès de la grève générale.
 - Brésil : la popularité de Lula résistera-t-elle à la crise ?

Il y a 90 ans

- p. 11
 - Novembre 1918 : le début de la Révolution allemande.

Dans les entreprises

- p. 13
 - Renault
- p. 14
 - Les facteurs de Montreuil.
 - Précarité à La Poste.
 - L'hôpital de la Conception à Marseille.
 - EDF et la spéculation.
- p. 15
 - Snecma.
 - Airbus-Toulouse.
 - Molex (Haute-Garonne).
- p. 16
 - General Motors - Strasbourg.
 - La Redoute-Roubaix.

Versez à notre souscription !

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continuent à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

par chèque libellé à l'ordre de :

Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôt de 200 euros à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti Lutte Ouvrière conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

Fêtes régionales de Lutte Ouvrière



Grenoble

Dimanche 9 novembre
à partir de 11 h 30
**Salle des fêtes d'Échirolles,
avenue du 8 mai 1945
(tram ligne A, arrêt
La Rampe - Centre-ville)**

Compiègne

Samedi 15 novembre
à partir de 18 h
**Salle des fêtes
Margny-lès-Compiègne**

Limoges

Samedi 15 novembre
à partir de 15 h 30
**Salle Pierre-Louis
Feytat - (à côté de la mairie)**

Fourmies

Samedi 22 novembre
à partir de 17 h
**Salle des fêtes
Sains-du-Nord**

Avertissement

Depuis peu, une revue, des tracts, des publications diverses, voire des courriers sont signés « la fraction l'Étincelle de Lutte Ouvrière » mais il s'agit d'un abus de confiance, voire d'une escroquerie envers leurs lecteurs ou leurs correspondants.

Ceux qui éditent ces diverses publications ont été exclus de Lutte Ouvrière et cela n'en fait pas une fraction indépendante de LO ni même un groupe politique défini.

Il existait bien une fraction au sein de Lutte Ouvrière, mais cette fraction a été dissoute et Lutte Ouvrière n'a plus aucun lien, ni politique, ni matériel, ni organisationnel, avec ceux qui la composaient.

Nous ne pouvons pas les empêcher de signer comme ils le font et nous ne les trainerons pas en justice car cela ne nous gêne absolument pas, mais nous tenons à préciser que c'est un mensonge envers leurs lecteurs.

Le fait qu'ils se cachent derrière notre étiquette montre surtout qu'ils ne se sentent même pas d'avoir une identité politique propre et qu'ils ont besoin de se couvrir de la nôtre. En fait cela pourrait nous flatter, vu tout le mal qu'ils disent de nous.

En tout cas, avoir besoin de mettre un masque est un mauvais début dans la vie politique.

LUTTE OUVRIÈRE

(Union Communiste (Trotskyiste)
membre de l'Union Communiste Internationaliste)

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1009 I 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin.

Lutte Ouvrière sur Internet :

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
e-mail : journal@lutte-ouvriere.org

Téléphone : 01 48 10 86 20
Télécopie : 01 48 10 86 26

LO AUDIO... ET VIDÉO !

Pour tous ceux qui ont du mal à lire, Audio-LO vous permet désormais d'écouter sur internet une version audio de nos parutions : *Lutte Ouvrière*, *Lutte de Classe* et brochures du Cercle Léon Trotsky.

Pour y accéder :
www.lutte-ouvriere-audio.org

NOUVEAU :
les exposés des Cercles Léon Trotsky ou les récents passages d'Arlette Laguiller dans des émissions de radio et de télévision sur le site :
www.audiovideo-lo.org

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Ci-joint la somme de :
par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière
ou virement postal : ccp 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	10 numéros
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

L'éditorial

d'Arlette Laguiller

Éditorial des bulletins d'entreprise
du 27 octobre



C'est aux responsables de la crise d'en payer les conséquences

Les mêmes ministres qui, il y a peu encore, nous chantaient que la crise n'atteindrait pas la France, sur l'air de « *Tout va très bien, madame la marquise* », viennent de changer de discours. Ils clament aujourd'hui que la crise est grave, qu'elle est sans précédent depuis la guerre, voire depuis 1929.

Malgré les centaines de milliards de cadeaux aux banquiers avec l'argent public, les actions en Bourse continuent à chuter. Derrière l'agitation affolée des courtiers en Bourse aux quatre coins de la planète, il y a ce qui se passe dans les entreprises. Dans le bâtiment, nombre de chantiers de construction sont arrêtés et 180 000 salariés sont menacés d'être mis à la porte à brève échéance. Dans l'automobile, deux des plus grandes entreprises du monde, General Motors et Ford, se préparent à fermer leurs usines en France. Renault comme Peugeot-Citroën imposent à leurs travailleurs des périodes de chômage partiel, avec la réduction de salaire que cela représente. Des « arrêts conjoncturels » sont prévus dans des entreprises de pétrochimie dépendant de Total. Et combien de petites entreprises qui ferment leurs portes ?

Mais si les ministres ont changé de langage d'un seul coup, ce n'est pas tant parce qu'il est difficile de nier l'évidence. Encore moins par un subit accès d'honnêteté, attitude inconnue d'hommes capables de répéter depuis des années qu'il était impossible de combler les 10 milliards de déficit de la Sécurité sociale sans mettre à contribution les malades eux-mêmes, mais qui ont trouvé 650 milliards pour aider les banquiers et le patronat ! Si ces menteurs professionnels trouvent des accents dramatiques pour décrire la gravité de la crise, c'est pour faire accepter, au nom de la difficulté de la situation, les mesures qui se préparent contre le monde du travail.

Les centaines de milliards d'euros évanouis dans la crise financière, puis dans le krach boursier, viennent déjà des sacrifices imposés au monde du travail. Ces sommes ont été accumulées en aggravant l'exploitation, en bloquant les salaires, en usant à mort les travailleurs. Tout cela pour leur extorquer ces profits qui viennent de partir en fumée. Et ils voudraient faire passer la facture une deuxième fois !

S'ils y parvenaient, ce serait une nouvelle explosion du chômage, une aggravation de la précarité, une réduction brutale du pouvoir d'achat, ne serait-ce que par une inflation relancée, une nouvelle dégradation des services publics, à commencer par les hôpitaux publics et les écoles des quartiers populaires.

Un système économique qui veut cela, qui démolit les conditions d'existence de la seule classe productive de la société dans le seul but de remettre en route la machine à profit en faveur des patrons, des banquiers et des actionnaires, est un système pourri jusqu'à la moelle.

Les travailleurs n'ont pas à payer pour la classe sociale qui a conduit la société à ce désastre. C'est aux capitalistes, aux banquiers, au patronat, de payer pour les pots qu'ils ont eux-mêmes cassés. Leurs profits diminuent ? Mais il y a tous les profits accumulés dans le passé ! Ils étaient gigantesques.

Pour le monde du travail, la seule nécessité, mais elle est impérative, est de défendre l'emploi et le pouvoir d'achat des salaires. Malgré leur morgue, les dirigeants politiques de la bourgeoisie commencent à dire que la crise économique risque d'être suivie d'une crise sociale. Ils ont des raisons de craindre que les travailleurs finissent par en avoir assez de payer et que cela finisse en explosion sociale.

C'est dans leur crainte qu'il y a un espoir pour les travailleurs. Une explosion sociale est nécessaire pour imposer l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire, seule façon de préserver l'emploi. Elle est nécessaire pour imposer l'indexation automatique des salaires sur les prix afin de sauvegarder le pouvoir d'achat.

La crise met tellement en évidence l'irresponsabilité criminelle des patrons et des banquiers, qui monopolisent la direction de l'économie, que leurs porte-parole politiques eux-mêmes parlent de transparence et de contrôle. Mais ce n'est pas aux brigands de se contrôler entre eux. La seule garantie de transparence, c'est de supprimer le secret des affaires derrière lequel patrons et banquiers commettent leurs forfaits. Le seul contrôle qui ait un sens, c'est le contrôle de toutes les entreprises, de toutes les banques, par leurs travailleurs et par la population.

Arlette LAGUILLER

● Parisot, ou Madame Toujours Plus

Jeudi 23 octobre, Sarkozy annonçait la création d'un Fonds stratégique d'investissement, mis à la disposition des groupes industriels français pour les aider à augmenter leurs propres capitaux, pour leur éviter de passer « *entre des mains étrangères* » ou pour tout autre besoin. Il a précisé que les entreprises pouvaient sans tarder « *appeler la Caisse des dépôts et consignations, pour lui signifier d'éventuels besoins en capital* ». Un coup de fil, et les mil-

liards tombent dans la caisse ! Pas mal, non ?

Pourtant Laurence Parisot, présidente du Medef, le syndicat des patrons, trouve que ce n'est pas suffisant : « *On peut se demander si les mesures prises sont à la hauteur de la situation* », a-t-elle déclaré.

Tous les patrons expliquent que la libre concurrence, c'est le top. Mais ils réclament toujours plus de fortifiant, c'est-à-dire d'argent, à l'État. Et le gouvernement ne leur refuse rien. Par

exemple, le montant de ce Fonds stratégique d'investissement n'est pas encore fixé que déjà des groupes comme Renault (2,5 milliards d'euros de bénéfice en 2007 et 800 millions distribués en dividendes aux actionnaires), comme Peugeot et tant d'autres, peuvent y piocher.

Le gouvernement ne refuse rien aux patrons. Mieux, il anticipe leurs exigences !

L.P.

● Le baron Seillière reconnaissant

Le baron Ernest-Antoine Seillière, ex-président du Medef, dirigeant du groupe de Wendel, champion de la plus grande liberté pour les capitalistes de mener leurs affaires, vient pourtant de se féliciter sur France Inter de l'intervention de l'État. La façon dont ce dernier déverse aujourd'hui des milliards d'euros aux banques et aux entreprises, sous prétexte de crise, lui va très bien.

« *Chapeau, Sarko* » s'est-il exclamé, en saluant « *le retour*

de l'État » dans l'économie, précisant quand même qu'il faut que « *l'État n'y reste pas éternellement* ».

Pour Seillière, « retour de l'État » signifie simplement que celui-ci accourt avec ses milliards pour permettre aux affaires des capitalistes de refleurir. Mais surtout en ne changeant rien au système qui permet à des Seillière et consorts de continuer à vivre en parasites sur toute la société.

L.P.

• Un président pour l'Eurogroupe ?

La petite tête qui gonfle, qui gonfle...

Mardi 22 octobre, devant le Parlement européen, Sarkozy a implicitement posé sa candidature à un poste qui n'existe plus depuis Charlemagne et qu'il pense urgent de recréer : chef de l'Europe.

Les arguments de Sarkozy ont le mérite de la simplicité. Dans la crise économique actuelle, dit-il, l'Europe doit être gouvernée d'une main ferme. Et, toujours selon lui, depuis qu'il préside l'Union européenne, il a arrêté la guerre entre la Géorgie et la Russie et obligé l'armée russe à évacuer ses troupes, il a réussi à créer l'unité des pays européens pour sortir de la crise financière, il a indiqué à Bush les voies et les moyens de refonder le système capitaliste mondial. Tout cela, entre autres travaux d'Hercule, réalisé avec ses petits bras. Sarkozy est donc tout désigné pour présider aux destinées du continent.

La présidence française se terminant à la fin de l'année et le coup d'État étant inenvisageable, Sarkozy propose donc que les chefs des exécutifs des pays constituant la zone euro, l'Eurogroupe, se réunissent régulièrement et désignent l'un d'entre eux comme leader, suivez son regard... Le président français resterait ainsi en charge de l'Europe jusqu'en 2011.

Loin de déclencher un éclat de rire général, cette nouvelle prétention a recueilli un concert de louanges plus ou moins appuyées de nombre de commentateurs dans la presse française. Ces derniers savent pourtant que la guerre en Géorgie s'est arrêtée lorsque la Russie l'a bien voulu et à ses conditions ; que l'unité des pays européens face à la crise n'est qu'une façade ; et que Bush, qui ne décide lui-même d'ailleurs plus de rien, ne reçoit Sarkozy que par diplomatie, pour ne pas dire par politesse.

Mais qu'importe. Quand une grenouille veut se faire aussi grosse que le bœuf, il y a toujours des flatteurs pour applaudir.

Paul GALOIS

• Sarkozy en Haute-Savoie

Sarkozy remonte le moral des siens

C'est à un auditoire largement acquis à sa cause que Sarkozy s'est adressé jeudi 23 octobre lors de sa visite en Haute-Savoie : la salle polyvalente d'Argonay, une commune voisine d'Annecy, était bondée : étaient venus en nombre les patrons du département et les notables de droite, qui y sont omniprésents, dont leur chef de file Bernard Accoyer, député de la circonscription et président de l'Assemblée nationale. Tous ont applaudi à tout rompre à l'annonce de nouvelles aides de l'État et en particulier l'exoné-

ration de la taxe professionnelle, vieille revendication patronale !

« *Le moral des chefs d'entreprise regonflé par Nicolas Sarkozy* », titrait le lendemain le quotidien local *Le Dauphiné*, mais rien qu'à voir tout autour de la salle polyvalente les voitures de ces messieurs (superbes 4X4 BMW, Mercedes, Porsche et autres voitures de luxe), on s'apercevait déjà qu'il n'y avait pas de quoi s'apitoyer sur le sort des patrons de PME-PMI savoyardes, en tout cas de ceux qui constituaient la majorité de

l'assistance. Sans parler évidemment des grandes entreprises présentes en Haute-Savoie (Dassault, SNR, Téral, Alcatel, Staubli, Autocam, Somfy) dont les actionnaires prospèrent toujours ! Quant à l'usine Mecalac, visitée auparavant par Sarkozy à Annecy-le-Vieux, elle n'est pas vraiment une « petite » entreprise : avec les effectifs d'une usine sœur en Allemagne, cela fait 400 salariés fabriquant des engins de travaux publics. Et son patron est quand même président de l'UIMM de Haute-Savoie.

Près de 200 manifestants ouvriers s'étaient rassemblés à l'appel de l'Union Départementale CGT, bien tenus à l'écart par les gendarmes. Parmi les manifestants, il y avait les salariés de l'usine Wirth et Gruffat d'Argonay (fabrication de machines-outils), mise en faillite par un grand groupe (Autania) : 74 travailleurs jetés sur le pavé comme des chiens. Mais cela n'est pas le problème de Sarkozy : les aides n'étaient pas pour eux mais encore pour les exploités et licenciés !

Correspondant LO



Les travailleurs de Wirth et Gruffat, présents à la manifestation anti-Sarkozy, se font voir et entendre.

• Banquiers

Cherchez « l'erreur » !

Dans une interview parue dans le *Journal du Dimanche* (JDD) le président de la Fédération bancaire française (FBF) et par ailleurs président du Crédit Agricole a indiqué que les banquiers avaient « commis des erreurs » en investissant dans des produits toxiques comme les subprimes. Et d'expliquer que ceux-ci bénéficiaient « d'excellentes notations dans le contexte de l'époque » et qu'il y avait eu « une mauvaise évaluation du risque ».

• Impôts

Fiesta chez les riches

Selon le ministère de l'Économie lui-même, en 2007 plus de 7 000 contribuables parmi les plus fortunés n'ont pas payé un seul euro d'impôt sur le revenu ! Pourtant ils faisaient partie des 500 000 foyers aisés déclarant officiellement plus de 100 000 euros de revenus dans l'année.

Fraudes fiscales massives ? Pas du tout, répondent les services du ministère : simple application de lois votées au Parle-

ment. Par exemple en 2007, grâce aux multiples niches fiscales, 1 000 contribuables ont chacun déduit en moyenne 295 900 euros de leur impôt. Plus performants : cent contribuables ont soustrait chacun en moyenne 1,13 million d'euros, grâce à ces niches !

En 2007, le bouclier fiscal était à 60 % des revenus. Grâce à lui, le fisc a restitué à 671 contribuables dont le patrimoine déclaré dépassait 15,5 millions

de euros une moyenne de 232 000 euros par tête de riche. En 2008 toujours plus de cadeaux pour les riches, prédit le ministère, surtout avec le bouclier fiscal porté à 50 % des revenus par Sarkozy : les restitutions éclateront. Ça va être la fête à Neuilly. Dans ce genre de milieu, remplir sa déclaration fiscale, c'est comme écrire sa lettre au Père Noël !

Louis BASTILLE

• Investissements d'avenir selon Sarkozy

La défense... du capitalisme

Dans son discours sur le « soutien à l'économie », Sarkozy a promis que l'État consacrerait 175 milliards d'euros en trois ans à des investissements d'avenir. Et de citer « l'enseignement supérieur, la recherche, la défense, des milliers de kilomètres de canaux, de voies ferrées, de transports en commun et les énergies nouvelles du Grenelle de l'environnement ».

On se demande ce que la défense vient faire dans cette liste. La réponse est dans le budget : 101 milliards d'investissements militaires, qui étaient d'ailleurs déjà prévus, en cinq ans il est vrai.

Pour Sarkozy, l'avenir est donc pour plus de moitié aux missiles, frégates et satellites espions, c'est-à-dire à Thales, Dassault et EADS.

P. G.

• Le plan d'aide à l'emploi de Sarkozy

De la poudre aux yeux

Après avoir commencé par lâcher des centaines de milliards aux banquiers, Sarkozy s'est senti obligé de parler de l'emploi des salariés. Il y a en effet urgence. Les chiffres du chômage pour septembre ne sont pas encore publiés, mais on s'attend à une remontée de 0,2 %, et cela avant tous les plans de suppressions d'emplois annoncés en octobre.

Le « plan pour l'emploi » de Sarkozy, proposé mardi 28 octobre à Rethel, dans les Ardennes, avait été annoncé spectaculaire. En fait, il n'a fait que resservir la vieille soupe rance préparée avec les mêmes ingrédients : une noisette de beurre en faveur de l'emploi, noyée dans des litres de mesures destinées à favoriser les patrons et les plus aisés.

La principale mesure concerne la création de 100 000 emplois aidés supplémentaires en 2009, ce qui devrait porter leur nombre à 330 000. Pour ceux qui arriveront à décrocher ce type d'emploi, à condition qu'ils travaillent à plein temps, c'est évidemment mieux que le chômage. Mais lorsque ces emplois

sont créés dans des secteurs dits « marchands », c'est avant tout le patron qui y gagne puisque environ 80 % du salaire versé à l'employé est pris en charge par l'État ou les collectivités locales, entre l'argent versé et les exonérations diverses de cotisations.

Sarkozy souhaite aussi relancer les emplois d'aide à la personne, en permettant aux employeurs de profiter immédiatement des réductions d'impôt dont ils bénéficient, au lieu d'attendre l'année suivante. C'est un cadeau supplémentaire fait à ceux qui ont déjà les moyens d'avoir des employés de maison ou de faire donner des cours à domicile à leurs enfants.

Quand aux autres propositions, ce n'est pas elles qui créeront un emploi de plus. Elles ne

font que remettre sur le tapis les projets de « réforme » profitables aux employeurs et contraignants pour les salariés, comme la fusion de l'ANPE avec l'Unedic, la fin de la dispense de recherche d'emploi pour les salariés âgés de plus de 50 ans, ou le projet d'ouverture des magasins le dimanche qu'il entend relancer. Sarkozy avance bien l'idée qu'un salarié en CDD devrait être indemnisé au même niveau que celui en CDI lorsqu'il se retrouve au chômage. Reste à savoir quel sera ce niveau et, de toute façon, il n'en sera pas moins un chômeur.

En revanche Sarkozy envisage de permettre aux petites et

moyennes entreprises d'embaucher des salariés en CDD sans restriction pendant une période limitée, aggravant ainsi encore plus la précarité de l'emploi.

Pour l'instant, aucun chiffre n'a été avancé concernant le coût de ce plan s'il voit le jour.



• Création d'un « fonds d'investissement stratégique »

Une note de plus en plus salée

Jeudi 24 octobre, dans un discours « sur les mesures de soutien à l'économie », Sarkozy a annoncé la création d'un « fonds d'investissement stratégique ».

Ce fonds fera pour les grands groupes industriels ce que l'État vient de faire pour les grands groupes financiers : apporter des deniers publics pour garantir leurs profits et leur survie, dans la perspective d'un approfondissement de la crise économique. Le fonds n'est pas encore créé, mais les entreprises en mal de trésorerie peuvent d'ores et déjà téléphoner pour se voir consentir une avance ou demander à l'État d'entrer dans leur capital. Si un grand groupe est menacé par la baisse du cours de ses actions, l'État, par l'intermédiaire de ce fonds, en achètera un nombre

suffisant pour que leur cours remonte ou, du moins, pour protéger les intérêts de ses actionnaires principaux.

D'autre part, l'Élysée ayant constaté qu'il « n'y avait plus d'investisseurs à long terme pour s'engager dans la durée », le fonds stratégique aidera les groupes industriels à investir. Autrement dit, puisque les capitalistes préfèrent consacrer les profits tirés de l'exploitation des travailleurs à spéculer plutôt qu'à investir, l'État fera les investissements à leur place afin que le système continue à tourner.

Pour l'instant le gouvernement ne dit pas de quelle somme sera doté le fonds. Cela n'a pas empêché Laurence Parisot, présidente du Medef, de dire d'avance qu'elle était insuffisante... Quoi qu'il en soit, la Caisse des dépôts et consignations, chargée de créer et de

gérer ce fonds, devra une nouvelle fois consacrer ses moyens à soulager les capitalistes. Or ces moyens sont constitués en grande partie de la centralisation de l'épargne populaire, les livrets A entre autres. La CDC garantit donc d'un côté aux épargnants modestes qu'ils peuvent retirer leurs économies à tout moment, pendant que de l'autre elle les offre aux capitalistes en déroute ou prétendant l'être. De plus, les fonds de la CDC sont censés servir au financement de la construction de logements bon marché. On peut donc s'attendre à un arrêt de la construction de logements et être inquiet sur la capacité de la CDC à garantir l'épargne des déposants.

En revanche on peut être certain que les capitalistes seront servis, car la Caisse des dépôts et consignations a l'autorisation d'« emprunter sur le marché »

pour que le fonds d'investissement puisse réaliser ses opérations financières. Comme pour la garantie des prêts interbancaires, les capitalistes prêteront donc de l'argent à l'État avec intérêt pour que ce dernier le leur reverse !

Une fois de plus, Sarkozy affirme que tout cela ne coûtera pas un sou au contribuable et n'augmentera même pas le déficit de l'État. Il n'empêche que le journal *Le Monde* a estimé, après la création de ce fonds d'investissement, qu'en quelques semaines l'État avait « injecté 650 milliards d'euros dans l'économie ». Et la facture de ces sommes, destinées à payer les spéculations passées des capitalistes et à nourrir leurs spéculations présentes, commence déjà à être présentée aux travailleurs.

Paul GALOIS

Mais à travers les mesures évoquées, il s'agit une fois de plus d'arroser le patronat sans même lui imposer des engagements fermes en matière d'embauche, ni même l'empêcher de licencier des travailleurs.

Marianne LAMIRAL

• Xavier Bertrand

Des titres pourris... pour tout le monde !

Xavier Bertrand, ministre du Travail, a des idées pour « moraliser » le capitalisme, comme dit son patron Sarkozy.

La 24 octobre, à l'émission de FR2 *Les quatre vérités*, il a expliqué en substance que dans une entreprise, « quand il y a des stocks-options, il faudrait qu'il y en ait aussi pour tous les salariés ». « Le système où les stocks-options étaient réservées à quelques-uns, c'est terminé ! » a insisté le ministre, parlant d'une distribution possible d'actions gratuites.

Au moment où la Bourse dégringole, où les actions – stock-options comprises – sont en chute libre, il veut les distribuer aux salariés ! Et pourquoi pas avec en prime quelques-uns de ces titres bien pourris, comme ceux qui ont entraîné la crise et dont plus personne ne veut ?

Qu'est-ce qu'il ne faut pas inventer quand on est au gouvernement, pour éviter de parler de l'urgence d'augmenter les salaires !

P. G.

L.P.

• Inflation de cadeaux au patronat

Les comptes de Sarkozy

Depuis quelques semaines, les milliards dégagés par l'État pour « aider l'économie » (lire : le patronat) s'additionnent. Il y en a pour 320 milliards de garanties données aux banques, plus 40 milliards de recapitalisation. Il faut y ajouter 175 milliards

(sur trois ans) d'investissements annoncés par Sarkozy, mais aussi 40 milliards pour renflouer les PME. Enfin, 75 milliards (d'autres estimations se montent à 100 milliards) seraient consacrés au fonds souverain lancé par Sarkozy. On arriverait à une

distribution de 650 milliards d'euros.

Tout cela promis en un mois, exclusivement en direction des entreprises, surtout des plus grosses. La distribution a commencé.

Pas mal, pour un État « en faillite » d'après le Premier

ministre, aux caisses si « vides », d'après le président de la République, qu'il ne pouvait pas trouver dix malheureux milliards pour renflouer la Sécurité sociale.

• Le plan 2009 de financement de la Sécurité sociale

Les hôpitaux publics démantelés pour remplir les caisses du patronat

Mardi 28 octobre a commencé au Parlement l'examen du plan de financement de la Sécurité sociale 2009. Car c'est le gouvernement, au travers d'une loi, qui définit chaque année quelles seront les utilisations du budget de la Sécurité sociale, et donc de la santé.

Le budget global de la Sécurité sociale devrait être en 2009 de 432,6 milliards d'euros, soit supérieur d'un tiers au budget de l'État. Depuis toujours celui-ci lorgne sur les sommes ainsi collectées et qui viennent entièrement de l'argent prélevé aux salariés, soit par des cotisations directes et la CSG, soit par des cotisations patronales qui sont en réalité du salaire différé. La branche Assurance-maladie, à elle seule, représentera encore près de la moitié de ces sommes, avec 183 milliards d'euros. Or pour son malheur, pourrait-on dire, le budget des hôpitaux représente plus des deux tiers des dépenses de l'Assurance-maladie, les frais de personnel représentant à eux seuls près de 70 % des dépenses hospitalières.

Voilà où se situe le nœud du problème. Car l'État, en fait, se défausse sur la Sécurité sociale et ses finances d'une part toujours plus grande de ses obligations, en matière de santé, de dépendance, de formation. Ainsi il ne met pas un centime pour les hôpitaux publics, ni pour payer le million de salariés environ qui assurent les soins, ni pour leur formation, pour la recherche, etc. Mais il ne met pas un centime non plus pour la construction des bâtiments.



Aujourd'hui, le gouvernement projette de créer une nouvelle branche, dite « dépendance », ce qui aboutira à faire supporter de nouvelles charges à la Sécurité sociale. Le gouvernement est prêt à mettre à bas le système de santé, y compris les hôpitaux publics, pour récupérer ce qu'il appelle « des marges de manœuvre », et qui lui sert à consacrer une part croissante des finances publiques à aider le patronat. Et lorsque l'État laisse comme cette année 2,4 mil-

liards d'euros d'exonérations patronales à la charge de la Sécurité sociale, c'est à elle de récupérer ces sommes sur les malades. C'est d'ailleurs quasi-

la santé publique, pour avoir de quoi arroser le patronat. Cela va se traduire par toujours plus de restrictions, toujours plus de personnels supprimés, de mala-

des qui en conséquence ne recevront pas les soins auxquels ils ont droit.

Tous ceux qui veulent s'opposer à cette politique de rapine, qui veulent défendre le droit à la santé pour tous en luttant pour qu'on alloue tous les moyens nécessaires, en femmes, en hommes et en finance, aux hôpitaux publics, non seulement sont dans leur droit, mais défendent aussi l'intérêt général.

Paul SOREL

L'industrie de guerre ne connaît pas la crise

« Les industriels de l'armement retrouvent le sourire », affirme le quotidien économique *Les Échos* à propos des résultats des ventes d'armes de l'industrie française. Nous voilà rassurés...

Après des commandes pour 5,7 milliards d'euros en 2007, les 6 milliards devraient être atteints en 2008. La France conforte sa quatrième position parmi les principaux pays marchands d'armes de la planète et cela met du baume au cœur des fabricants d'engins de mort : « On peut penser que les mauvais résultats d'une année comme 2004 – 3,4 milliards d'euros – sont derrière nous », a déclaré Laurent Collt-Billon, délégué général pour l'armement devant la commission de la Défense de l'Assemblée nationale.

Même l'avion Rafale de Dassault, jamais exporté à ce jour, trouverait preneur en Libye et aux Émirats arabes unis. Avec un ministre de la Défense, Hervé Morin, assumant sa fonction de « VRP de l'armement français », pour reprendre sa propre expression, les industriels de l'armement peuvent dormir tranquilles : crise économique ou pas, fabriquer et vendre des engins pour la guerre, ça marche toujours.

Boris SAVIN

• Justice

Le gouvernement face à la grogne des magistrats

Après les difficultés de la ministre de la Justice avec une partie des magistrats, c'est Sarkozy qui est intervenu. Mais, appliquant le vieux principe du « diviser pour régner », il n'a invité à le rencontrer qu'un seul des syndicats de la magistrature, l'Union syndicale des magistrats (USM), excluant le Syndicat de la magistrature, jugé plus critique envers la politique du « tout-répressif » du gouvernement.

C'est que, le 23 octobre, la grogne non seulement des magistrats mais aussi de toutes les catégories de personnels de la justice s'était exprimée fortement lors d'une journée de mobilisation.

Fait qui n'est pas si courant, tous les acteurs du monde judiciaire – juges, avocats, greffiers, personnels de la protection judiciaire de la jeunesse et gardiens de prison – se sont en effet retrouvés pour défilier ensemble ou se rassembler dans plusieurs grandes villes : Paris, Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux,

Nantes, notamment.

Ils ont dénoncé le « malaise sans précédent » de la magistrature. Le porte-parole de l'USM a déclaré que « la justice va mal depuis longtemps. Tout n'est pas de la faute de Rachida Dati, évidemment, mais son action depuis 18 mois est absolument catastrophique ». Il a aussi dénoncé la « politique de coup d'État permanent et du coup médiatique pour complaire à l'opinion publique » et déploré une « politique sans moyens » qui fait que la France est classée, en terme de budget de la Justice, 35^e sur

47 pays d'Europe, en soulignant cependant que son syndicat ne souhaite pas la démission de la ministre, mais qu'elle « se mette au travail ».

De son côté, la porte-parole du Syndicat de la magistrature a souligné que, « si dans ce pays il s'agit de lutter contre la récidive et contre toutes les formes de délinquance, on s'y prend à l'envers, car la politique qui est menée c'est une politique d'exclusion, de systématisation de l'enfermement ». Avec pour conséquence une surpopulation carcérale, dont l'envolée des suicides de prisonniers est en partie la conséquence, et en même temps le révélateur d'une condition très dégradée, pour les prisonniers comme pour les personnels chargés de s'en occuper.

Des magistrats responsables des juridictions locales, des avocats ont dénoncé le « mépris » et le « caporalisme » de la ministre. « Pour rendre la justice, il faut de la sérénité. En étant jetés en pâture à la moindre erreur, ce n'est pas le cas », a lancé un procureur de Nantes.

Reçus le 24 par la ministre, les syndicats sont sortis en dénonçant un « dialogue de sourds ». Le 26, dans le *Journal du Dimanche*, la ministre a mis la manifestation sur le compte de l'immobilisme des magistrats et refusé de voir dans la rencontre avec le président un quelconque désaveu de son action. Pour elle, tout va bien ; sa « réforme », qui va réduire le nombre de tribunaux y compris ceux des prud'hommes, est en route. Solidaire de la ministre,

la droite UMP a dénoncé « l'acharnement des magistrats » présentés comme les « gâtés du budget ». Si on ajoute à cela le battage médiatique autour d'une erreur d'un greffier qui aurait permis de mettre en liberté un prisonnier accusé de viols, tous les ingrédients étaient réunis pour entretenir la grogne !

En rognant sur tous les budgets pour mieux financer le patronat, le gouvernement arrive à dresser contre lui même des catégories sociales qui font plutôt partie des soutiens de la droite au pouvoir. Il n'est pas sûr que l'intervention de l'artificier Sarkozy suffise à désamorcer le ras-le-bol des milieux de la justice.

Jacques FONTENOY

• Le RSA et les étrangers

Une discrimination inacceptable

Selon le texte de loi sur le RSA (revenu de solidarité active) qui est en cours de discussion au Parlement, les étrangers des pays hors de l'Union européenne devront pour en bénéficier « être titulaires depuis au moins cinq ans d'un titre de séjour autorisant à travailler ». Les embûches ne s'arrêtent pas là. Pour être pris en compte dans le calcul de l'indemnité, les conjoints du bénéficiaire du RSA doivent eux aussi disposer d'un titre de cinq ans ; quant aux enfants, ils ne seront pas pris en compte s'ils sont entrés en France hors de la procédure du regroupement familial.

Ces conditions sont « exorbitantes et discriminatoires », comme l'a déclaré le Groupe d'information et de soutien des immigrés (Gisti). Il a saisi la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (Halde), qui lui a donné raison.

Cette disposition entraîne aussi une discrimination parmi

les travailleurs étrangers eux-mêmes, notamment entre ceux qui viennent de pays de l'Union européenne et les autres, dont certains, comme les Algériens ou les Turcs, font l'objet de conventions particulières avec leur pays d'origine. Sans parler des centaines de milliers de tra-

vailleurs sans papiers, dont les nombreuses grèves récentes ont dévoilé la situation inacceptable, et qui eux sont purement et simplement exclus du RSA.

Les mêmes qui déversent des milliards pour venir en aide aux parasites de la finance, mettent au point de telles bassesses pour

faire des économies sur le dos des plus pauvres et des plus vulnérables, tout en escomptant flatter les pires préjugés.

Travailleurs français et immigrés doivent avoir les mêmes droits !

Annie ROLIN

Jusqu'ou va la solidarité active de Martin Hirsch

L'initiateur du « revenu de solidarité active », Martin Hirsch, s'est défendu d'avoir, en même temps qu'il instaurait celui-ci, introduit des discriminations à l'encontre des étrangers : « Le nouveau texte n'introduit aucune restriction par rapport aux conditions d'accès aux minima sociaux que le RSA remplace, et reprend strictement le droit existant », a-t-il déclaré. Il omet de préciser que les discriminations que dénoncent à juste titre des organisations de

défense des immigrés ont été introduites pour le RMI en 2003. Hirsch n'est visiblement pas gêné de les reconduire aujourd'hui.

C'est en effet fin 2003 que Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur du gouvernement Chirac, avait fait voter une loi sur la « maîtrise de l'immigration et le séjour des étrangers » faisant passer de trois à cinq ans la durée de résidence ininterrompue en France requise pour

obtenir une carte de résident. Or, depuis la création du RMI par le gouvernement Rocard en 1988, il faut une carte de résident pour y avoir droit.

Ainsi Martin Hirsch est non seulement solidaire du gouvernement actuel, mais il endosse ainsi une mesure anti-immigrés prise par Sarkozy dans le passé, la pérennisant dans le RSA. C'est ça la « solidarité active »... avec Sarkozy.

A.R.

• Paris - 13^e arrondissement

Nouvelle expulsion au 150, boulevard Vincent-Auriol

Un mois après une première expulsion qui avait vidé le foyer de la moitié de ses résidents, la police est intervenue jeudi 23 octobre au matin pour expulser la centaine d'habitants (dont 22 enfants) qui restaient encore dans ce foyer insalubre du 13^e arrondissement de Paris.

En septembre en effet la préfecture a brusquement décou-

vert que cet ancien foyer pour étudiants ivoiriens, situé près de la place d'Italie à Paris, était devenu trop dangereux, ce que tout le monde savait, à commencer par les habitants de ce foyer eux-mêmes ! Mais bien entendu rien n'a été réellement prévu pour reloger les familles, pas même l'urgence. Certains ont été emmenés dans des hôtels situés dans des zones

industrielles de banlieue, loin de tout. Le cas des premiers expulsés n'a pas plus été réglé. Un mois après la première expulsion, ils sont encore à attendre de vrais logements.

C'est pourquoi les résidents n'ont pas accepté d'être séparés et déplacés ainsi en banlieue, et sont restés groupés le jour de l'expulsion. Ils ont fini par trouver refuge tous ensemble dans

un local prêté par un syndicat en proche banlieue.

Les résidents ont reçu le soutien des associations et partis du quartier, dont Lutte Ouvrière. Leur organisation et leur détermination sont la meilleure chance d'obtenir un relogement décent pour tous.

Correspondant LO

• Montreuil (Seine-Saint-Denis)

Soutien aux travailleurs sans-papiers

Mardi soir 21 octobre, à la mairie de Montreuil en Seine-Saint-Denis, plus de trois cents personnes sont venues à une soirée organisée par l'Union locale CGT et par la grande majorité des associations et des partis locaux, dont Lutte Ouvrière, pour soutenir les 21 salariés, dont 19 sans-papiers, de l'entreprise Griallet, en grève depuis le 22 mai dernier.

Étaient présents également les sans-papiers en lutte de l'Intérim du Livre, de l'entreprise de démolition Sanir-

PLMT de Pavillons-sous-Bois et de l'entreprise du nettoyage Plus-Net de Montreuil qui venaient de se mettre en grève ce jour-là pour la régularisation de leurs papiers.

Après une chorale interprétant des chants de lutte et un repas de soutien, le meeting a commencé par un film d'une interview de travailleurs de Griallet, décrivant les méthodes de ce patron de la démolition : heures supplémentaires non payées, non-respect de la sécurité dans la manipulation

de l'amiante et du plomb, déclaration fantaisiste aux organismes sociaux, sans compter le mépris teinté d'une bonne dose de racisme.

Différents sans-papiers en lutte ont apporté leur témoignage. Une employée de restaurant, avant sa régularisation, était payée trois euros de l'heure. Les 14 sans-papiers de Sanir-PLMT, tout en faisant tous le même travail avec un même patron, dépendaient de trois entreprises différentes pour bien brouiller les cartes. À

Plus-Net, voilà plus de trois mois que le patron refuse de déposer la demande de régularisation en préfecture, car il espère pouvoir profiter encore longtemps de la situation.

Derrière les nombreux conflits qui se sont développés depuis avril pour la régularisation des sans-papiers, se cache une exploitation féroce des patrons contre les travailleurs dans les situations les plus précaires.

Correspondant LO

La lutte des travailleurs intérimaires sans papiers continue

L'Union syndicale de l'Intérim CGT (USI-CGT) nous communique :

Manpower, toujours occupé par des grévistes intérimaires sans papiers depuis 42 jours, a été débouté de ses demandes par le

tribunal de grande instance de Paris.

Vediorbis, dont les salariés sans papiers en grève occupent depuis 31 jours l'agence du 30, avenue Daumesnil à Paris 12^e, vient de se voir opposer « n'y avoir lieu à référer » par le même

tribunal, alors que la direction demandait l'évacuation. Quant à Adecco, une nouvelle agence au 9, boulevard Magenta à Paris 10^e, est occupée depuis le 28 octobre par une vingtaine de salariés sans papiers.

Si besoin était, cela démontre

l'absolue nécessité que les salariés intérimaires dits sans papiers puissent accéder à des voies de régularisation spécifiques à leur statut.(...) Combien faudra-t-il de grévistes, d'agences occupées, pour arriver à des solutions satisfaisantes ?

• Sommet européen à Vichy

Non à l'immigration « choisie et jetable » !

Les 3 et 4 novembre, le gouvernement Sarkozy-Hortefeux organise à Vichy un sommet des 27 pays de l'Union européenne pour mettre en œuvre leur Pacte sur l'immigration adopté en octobre au Conseil de l'Europe.

Ce pacte contient la « directive de la honte » qui autorise l'emprisonnement jusqu'à 18 mois des immigrés sans papiers et l'interdiction de retour dans les pays de l'Union pendant cinq ans pour les expulsés. La conférence veut fermer encore plus la forteresse Union européenne aux populations des pays pauvres, tout en organisant une immigration « choisie » de travailleurs dont le patronat a besoin.

La crise du capitalisme et les guerres qu'il mène engendrent un afflux de réfugiés fuyant les famines et les massacres. Des dizaines de milliers d'entre eux risquent leur vie et souvent la perdent pour atteindre les rivages de l'Italie, de l'Espagne, de Malte ou de la Grèce. Ce sommet est organisé pour permettre de les rejeter encore plus impitoyablement.

Après avoir obtenu l'interdiction des régularisations massives, Sarkozy veut maintenant coordonner les expulsions en affrétant des charters européens et en mobilisant les polices d'Europe pour mener la chasse aux sans-papiers. Mais comme l'économie européenne a besoin, pour le moment, du travail d'immigrés, Sarkozy souhaite que ce sommet de Vichy organise le tri de cette main-d'œuvre.

Pour tenir ce sommet d'une politique discriminatoire et raciste, Hortefeux a choisi en fonction de ses calculs personnels la ville de Vichy, qui a été la capitale du régime de Pétain pendant la guerre. Tout un symbole ! Mais Hortefeux a répondu aux critiques : « On en a ras-le-bol de cette histoire du passé. »

Des protestations doivent avoir lieu contre ce sommet européen et les mesures de racisme d'État qu'il annonce, et Lutte Ouvrière en est solidaire.

Louis BASTILLE

• États-Unis

Un système électoral bien verrouillé

Même si les sondages sont très favorables au candidat démocrate Barack Obama face à son adversaire, le républicain John McCain, on ne connaîtra le résultat final de l'élection présidentielle qu'après le scrutin du mardi 4 novembre, et plus tard encore si les deux candidats sont au coude à coude. On saura alors si la couleur de peau du candidat démocrate a constitué ou pas un obstacle à son élection, comme le suggèrent les commentateurs qui semblent se méfier des trop bons sondages en sa faveur.

De toute façon, dans l'élection américaine, la désignation du président est très verrouillée. Les grands médias ne parlent que des candidats des deux grands partis, Démocrates et Républicains. Il existe pourtant onze autres candidats qui seront présents dans plusieurs États, et même 17 si on compte ceux présents dans un seul État. Tout au plus a-t-on pu entendre parler de l'écologiste Ralph Nader, qui a déjà participé à plusieurs scrutins présidentiels. Il y a aussi, entre autres, une candidate du Parti Vert et deux candidats de petits partis d'extrême gauche, le SWP (Parti des Ouvriers Socialistes) et le Parti pour le Socialisme et la Libération.

Tous ces candidats ne sont pas pris en compte par les grands médias car, parmi les critères discriminants de cette élection, il y a l'argent. Même pour faire acte de candidature dans les primaires des deux grands partis, il faut disposer de gros moyens financiers permettant de mettre sur pied

une campagne donnant quelque chance d'être sélectionné. Ce qui a été le cas d'Hillary Clinton, d'Obama et de McCain. Les candidats sortant du lot bénéficient de dons conséquents des grandes entreprises.

On a pu voir en début d'année combien les primaires, destinées à sélectionner le candidat démocrate comme le candidat républicain, avaient d'arbitraire. Ainsi, le nombre de délégués à la Convention démocrate avait peu de rapport avec le nombre de votes obtenus par le candidat auprès des électeurs. Les appareils des partis ont donc leur mot à dire. On a pu voir dans le passé un candidat démocrate, choisi par les électeurs démocrates au cours des primaires, écarté à la Convention.

Le jour de l'élection est, comme chaque fois, le premier mardi du mois de novembre, le 4 cette année. Mais en pratique, du fait des règles variables de l'élection, certains États autorisent à voter avant cette date. En 2004,

27 États avaient autorisé à voter avant le jour de l'élection et un cinquième des votants l'avaient fait.

L'étape suivante, c'est l'obtention d'un nombre suffisant de grands électeurs. Car le pays qui se présente comme le plus démocratique du monde, et qui le fait parfois les armes à la main comme en Afghanistan ou en Irak actuellement, continue d'élire son président comme il le faisait au 19^e siècle. Pour être sûr que la participation du peuple à l'élection de son président n'amène pas des élus intempestifs, les pères fondateurs de la démocratie américaine avaient prévu un vote à deux degrés, qui se perpétue aujourd'hui encore : le président n'est pas élu au suffrage universel direct, les électeurs votent pour des grands électeurs, qui à leur tour élisent le président.

Autre filtre sélectif : si les électeurs d'un État votent majoritairement pour tel candidat, la totalité des grands électeurs désignés par cet État seront en faveur de ce candidat. Et comme le nombre d'électeurs varie d'un État à l'autre, de trois à 55, on peut dire que certains États font l'élection. Conséquence de ce système, et qui s'est vérifiée plusieurs fois, y compris pour Bush en 2000 : un président peut être élu parce qu'il



Vérification des bulletins de vote lors des précédentes élections de 2004.

a une majorité de grands électeurs, mais pas une majorité de votes populaires !

Pendant qu'ils y sont, les électeurs doivent aussi renouveler une partie des sénateurs, des députés, des gouverneurs d'État, des procureurs fédéraux, des contrôleurs financiers, des juges, des maires, des conseillers municipaux et des shérifs. Cela rend les bulletins de vote plutôt compliqués. Il peut y avoir aussi,

selon les États, des référendums sur certains sujets.

Il reste que le facteur le plus sélectif dans la désignation du président demeure l'argent. C'est même ce qui assure que celui qui héritera de la charge pour quatre ans, ou pour huit s'il est réélu, aura eu au préalable l'aval des possédants, dont il défendra ensuite évidemment les intérêts essentiels.

Jacques FONTENOY

Vers un nouveau « Bretton Woods » ?

Face à la crise financière, bancaire, boursière, dont on voit déjà les répercussions sur la production, nombreux sont ceux qui réclament une régulation du système, même si hier ils étaient des défenseurs acharnés du « laissez faire », justifiant toutes les dérégulations des décennies précédentes. Certains réclament un nouveau « Bretton Woods », du nom de la petite station balnéaire où a eu lieu l'accord monétaire international de 1944. Ils veulent probablement dire par là qu'il faut de nouvelles règles internationales, qu'il faudrait revenir à un système monétaire stable, avec des monnaies à taux fixe, comme cela avait été mis sur pied à l'époque.

En 1944, alors que la plupart des pays engagés dans la guerre mondiale étaient ruinés, les États-Unis s'étaient, eux, renforcés et apparaissaient comme la puissance dominante. On en revenait au troc dans les échanges commerciaux entre pays, car les monnaies nationales ne valaient rien... à part le dollar. Quant à l'or, il faisait défaut dans la plupart des pays et les États-Unis possédaient à eux seuls la moitié du stock mondial.

Les accords de Bretton Woods instaurèrent un système monétaire stable, clairement défini, permettant la reprise du commerce international. En principe, les différentes monnaies étaient liées entre elles par des taux fixes. Elles étaient liées au dollar, qui lui-même était lié à l'or par une parité fixe. De fait le dollar, qui était la seule monnaie acceptée par tous, devint, à l'égal de l'or, une monnaie de réserve, stockée par les banques centra-



les, d'autant que les États-Unis décidèrent la convertibilité de leur monnaie en or. Le FMI, le Fonds monétaire international, fut créé comme une super-banque, prêtant de l'argent aux pays qui ne pouvaient pas régler leurs achats. Inutile de préciser

que les États-Unis, principaux prêteurs et principaux créanciers, avaient une influence prépondérante au sein du FMI. Un État en difficulté ne pouvait dévaluer sa monnaie qu'avec l'accord des autres, et surtout des États-Unis.

Les accords de Bretton Woods consacèrent ainsi la prépondérance du dollar comme colonne vertébrale du système monétaire international. Cela permit aux États-Unis de payer leurs dettes avec leur propre monnaie, de fabriquer pendant

À quoi sert l'argent public donné aux banques ?

Le quotidien américain New York Times a réussi à saisir une conversation interne à la banque JP Morgan Chase, quatre jours après que celle-ci eut reçu 25 milliards de dollars de la part du gouvernement américain, dans le cadre du plan Paulson de 700 milliards d'aides au système bancaire américain.

L'objectif affiché de ce plan, rappelons-le, est de restaurer la confiance et la capacité de prêter des banques. Mais à la question « *En quoi cela va-t-il affecter notre politique de prêts ?* » posée naïvement par l'un des participants à une réunion interne de la banque, un directeur a répondu : « *Nous pensons que ce que cela va nous aider à faire, c'est à être un peu plus actifs côté acquisitions ou côté opportunités envers des banques qui sont encore en difficulté. Je ne pense pas que nous ayons mis un point final à nos acquisitions, en nous contentant de la fusion avec Washington Mutual et avec Bear Stearns. Je pense qu'il va y avoir de grandes occasions de développement dans cette situation et je pense que nous avons l'occasion d'utiliser ces 25 milliards de dollars de cette façon. Évidemment, si la récession se transforme en dépression ou quoi qu'il arrive à l'avenir, nous avons cette poire pour la soif.* » Et d'ajouter à propos des prêts : « *Je pense que le volume des prêts va continuer à diminuer, car nous allons continuer à restreindre le crédit,*

exprimant ainsi pleinement son coût élevé. »

Les banques ne sont donc pas prêtes à consentir à nouveau des prêts à des taux abordables. L'argent public, qui leur est prêté sous ce prétexte, va leur servir à se racheter les unes les autres, avec la bénédiction du gouvernement qui les y encourage au point d'avoir mis en place une nouvelle exonération fiscale en cas de fusion.

Le rôle des crises est bien de permettre aux plus grandes entreprises d'avaler les plus petites. Cet exemple montre qu'elles le font avec l'aide de l'État. Celle-ci est présentée comme indispensable, car elle serait accordée aux banques pour leur permettre de faire leur métier, qui serait de prêter de l'argent aux entreprises pour qu'elles puissent fonctionner pour le bien de tous. Ce qui est un mensonge pur et simple.

D.C.

vingt-cinq ans des dollars que les autres États acceptaient au même titre que l'or, partageant ainsi leur inflation avec le monde entier.

Mais la confiance dans le dollar fut quelque peu ébranlée lorsque l'on vit les USA fabriquer en masse des dollars pour payer leur guerre au Vietnam, dans laquelle ils s'embourbaient. Les banques centrales des autres États commencèrent à réclamer de l'or à la place des dollars. Les États-Unis durent déclarer forfait et, le 15 août 1971, ils mirent fin à la convertibilité du dollar en or.

Tout le système monétaire international s'en trouva secoué. Les monnaies se mirent à flotter les unes par rapport aux autres, aggravant encore une crise économique sous-jacente qui finit par éclater en 1974-1975.

Depuis, l'économie mondiale ne s'en est pas encore relevée et s'est traînée de quasi-stagnation en récession, de crise

monétaire en effondrement boursier jusqu'à la crise actuelle, plus sévère encore.

Alors, ceux qui évoquent aujourd'hui Bretton Woods regrettent sans doute le dérèglement monétaire, qui amène l'euro et le dollar à faire du yoyo et le yen à flamber, pour ne citer qu'eux. Ces soubresauts dus à la spéculation ne peuvent que s'aggraver avec la crise, et à leur tour perturber le commerce international et aggraver la crise économique. Mais les États seraient bien en peine aujourd'hui de revenir à un système monétaire stable, alors que la crise exacerbe les rivalités, chacun défendant les intérêts de sa propre bourgeoisie.

Aucune régulation ne permettra d'échapper à la crise, car c'est justement celle-ci qui sert de régulateur au système capitaliste.

Dominique CHABLIS

• Actions Volkswagen

La spéculation continue

Au moment où les Bourses sont en chute libre et où le prix de la plupart des actions, entre autres celles des constructeurs automobiles plonge littéralement, voilà que le prix des actions de Volkswagen s'est envolé : une hausse de 150 % en une journée !

Voilà qui illustre l'ampleur de la spéculation. Comme le prix des actions baisse, de nombreux « investisseurs » spéculent à la baisse. Il vendent à découvert des actions qu'ils ne possèdent pas, mais avec promesse de les don-

ner plus tard. Un peu plus tard donc, ils achètent des actions, qui entre-temps ont baissé, pour s'acquitter de leur dette, en empochant la différence entre le prix de vente et le prix d'achat.

Mais dimanche soir 26 octobre l'annonce par Porsche, le constructeur de voitures de luxe, qu'il avait mis la main sur Volkswagen, a fait monter l'action de Volkswagen, prenant à contrepied ceux qui avaient misé sur la baisse de son prix. Ces derniers se sont donc précipités pour acheter au plus vite, avant que l'action

ne monte encore. Et c'est l'ampleur des sommes en jeu qui a provoqué la hausse spectaculaire du prix de l'action. Inutile de dire qu'il ne s'agit pas là de la panique des petits boursicoteurs, mais bien de celle de gros possesseurs de capitaux, fonds dits d'investissement et autres banques d'affaires, qui spéculent tous à la baisse. Ce sont les mêmes qui contribuent à la chute des Bourses, aggravant la crise, dans le seul but de faire encore des profits.

D. C.

• Faillite de Fortis

Les responsables bien récompensés

En Belgique, l'ancien directeur financier de Fortis, Gilbert Mittler, a touché un pactole de 4 millions d'euros après sa démission en août, au moment où la banque était au bord de la faillite. Considéré comme un des principaux responsables de la déroute de la banque – rachetée depuis par BNP Paribas et soutenue par l'argent public – Mittler n'a pas été mis sur la paille. Il

a même été choyé, son supérieur hiérarchique se contentant de 1,35 million d'euros pour prime de départ. De plus, la nouvelle direction de Fortis a maintenu Mittler sous contrat, comme conseiller externe.

Mais, après que la presse l'a révélé, ce traitement de faveur a indigné en Belgique et le 24 octobre Fortis a dû se séparer définitivement de lui.

Fortis et lui, c'est donc officiellement terminé mais, avec ses 4 millions d'euros, l'ancien directeur financier a le temps de voir venir... Ce n'est pas le cas des travailleurs menacés de chômage et de misère par la crise, dont tous les Mittler que compte le système financier international sont responsables.

Boris SAVIN

• Après les banques et avant les groupes industriels

Des États au bord de la faillite

Après l'Islande, l'Ukraine, la Hongrie, la Serbie et le Pakistan viennent de demander de l'aide au Fonds monétaire international. D'autres pays d'Europe centrale ou du Tiers Monde seraient sur le point d'en faire autant. Pour différents qu'ils soient, tous ces pays ont le même problème : la crise financière et économique internationale les met dans l'incapacité de faire face à leurs échéances.

Ce n'est pas que ces États soient plus endettés que les États-Unis, la France ou l'Allemagne. Ils le sont beaucoup moins, si l'on excepte le cas de l'Islande. Par exemple, alors que les États-Unis ont 10 000 milliards de dollars de dette publique, soit l'équi-

valent de 70 % de la richesse qu'ils produisent en un an, le Pakistan a 40 milliards de dollars de dette publique, soit moins de 30 % de sa richesse annuelle. Mais les banques privées, à cours de liquidités, retirent leurs fonds des pays pauvres et refusent de leur prêter de quoi finir l'année. En revanche elles exigent le paiement rubis sur l'ongle du service de la dette, et le paiement doit être effectué en dollars.

Le recours aux prêts du FMI s'assortira forcément des « recommandations » de ce dernier. Elles vont toujours dans le même sens : faire payer la population, tailler dans les services publics (lorsqu'il y en a), affamer

les pauvres s'il le faut, mais rembourser les banques occidentales. La dernière intervention du FMI pour « sauver » un État de la faillite, en Argentine en 2001, s'était soldée par une aggravation brutale et profonde des conditions de vie de la population.

En fait, la même politique favorable aux mêmes groupes capitalistes est menée dans tous les pays, avec ou sans l'intervention du FMI. Il n'y qu'une différence de degré : pendant que les travailleurs des pays riches tombent de la pauvreté dans la misère, ceux des pays pauvres passent de la misère à la famine.

Paul GALOIS

Au sommaire de LUTTE DE CLASSE n° 115 (octobre 2008)

L'économie capitaliste vers la crise généralisée

États-Unis

Le New Deal de Roosevelt : le sauvetage du grand capital par l'État

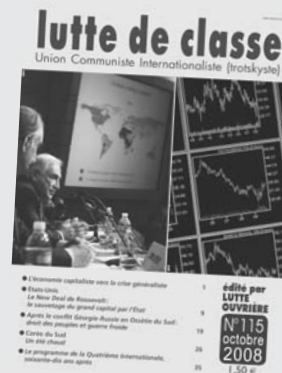
Après le conflit Géorgie-Russie en Ossétie du Sud : droit des peuples et guerre froide

Corée du Sud

Un été chaud

Le programme de la Quatrième Internationale, soixante-dix ans après

Prix : 1,50 euro - Envoi contre quatre timbres à 0,55 euro



• Grèce

Succès de la grève générale

Des dizaines de milliers de manifestants ont défilé dans les rues d'Athènes et des grandes villes grecques lors de la grève générale du mardi 21 octobre, à l'appel des deux grandes confédérations syndicales des travailleurs du privé (GSEE) et du public (Adedy). La grève a touché les transports, les trains, les avions, dont 200 vols ont été annulés, les ferries, qui n'ont pas desservi les îles. Elle a perturbé aussi les services administratifs, les banques, les hôpitaux, les écoles.

Les manifestants ont conspué la politique du gouvernement de droite de Costas Caramanlis aux cris de « *Nous ne voulons pas payer leur crise* » et « *Cherté, pauvreté, chômage : on n'en peut plus* ». Ils réclamaient aussi le doublement du salaire minimum, de 700 à 1 400 euros, et la fin des attaques contre les retraites. Le lendemain, c'était au tour des petits commerçants de fermer leurs magasins et, deux jours plus tard, les travailleurs d'entreprises textiles venus manifester contre les licenciements devant le ministère de l'Économie étaient reçus violemment par la police.

La situation est en effet de plus en plus difficile pour les travailleurs, et depuis longtemps. Les statistiques du Conseil de l'Europe indiquent qu'en 2005 la Grèce comptait 14 % de travailleurs de plus de 18 ans à la limite du seuil de pauvreté, contre une moyenne

de 8 % pour l'Europe des 27. L'enquête ajoutait qu'un Grec sur trois, contre un Européen sur dix, se trouvait en 2005 dans l'impossibilité de payer son crédit immobilier ou son loyer. Les salaires ont stagné et ils sont bas, comparés par exemple aux salaires français. Il y a six mois, le gouvernement a royalement augmenté le salaire de base des fonctionnaires, qui est passé à 711 euros ! Les prix, eux, ont augmenté avec une inflation de 4,6 % en août, et en juillet la baisse de fréquentation des supermarchés s'est élevée à 5,8 %.

La politique de Caramanlis n'a rien d'original, c'est celle de tous les défenseurs des patrons, avec la privatisation d'entreprises nationales au nom de la nécessaire modernisation. C'est ainsi que la gestion des activités cargos du Pirée, le port d'Athènes, a été vendue à une compagnie chinoise, malgré les grè-

ves des dockers inquiets de leur futur statut. La compagnie aérienne nationale, Olympic Airways, doit aussi être privatisée. Le plan prévoit que 4 500 employés devraient se voir proposer un départ en retraite, un poste dans la nouvelle compagnie ou un reclassement dans la fonction publique. Mais cette dernière, qu'il s'agisse de l'administration, de la santé ou de l'éducation, souffre des économies imposées par le gouvernement.

Et depuis le krach boursier la priorité est encore plus au soutien des capitalistes, en particulier des banques. En Grèce aussi, le « plan de sauvetage » consiste en un cadeau aux banquiers de 28 milliards d'euros, l'équivalent de 12 % des richesses produites en un an par l'économie du pays, de quatre ans de dépenses pour l'éducation ou de cinq ans d'investissements dans la santé ! Et pour ajouter à l'exaspération des salariés, les caisses d'assurances sociales ont reconnu avoir perdu, par des pla-



Meeting à Athènes. Sur la banderolle : « N'acceptons pas d'autres politiques antiouvrières ».

cements aventureux, plus de deux milliards d'euros depuis le début de l'année !

Dans toute l'Europe, les gouvernements veulent faire

payer la crise aux travailleurs. Leur résister est une question de survie.

Sylvie MARÉCHAL

• Proche-Orient

Les États-Unis prêts à porter la guerre en Syrie

Le 26 octobre en fin de journée, quatre hélicoptères militaires américains ont franchi la frontière irako-syrienne. L'attaque héliportée et les bombardements visaient un bâtiment d'un village syrien, situé à 8 kilomètres à l'intérieur du pays. Huit ouvriers y travaillant à ce moment auraient été tués et dix-neuf autres personnes blessées.

Cette opération était, selon un porte-parole irakien, destinée à éliminer des miliciens d'Al-Qaida s'appêtant à entrer en Irak. Un responsable américain a confirmé, ajoutant que cette partie de la frontière serait particulièrement perméable à l'infiltration de « combattants étrangers », d'armes et d'argent en direction de l'Irak, où ils s'opposent militairement aux troupes américaines.

Qualifié de « succès » par un responsable américain sous couvert d'anonymat auprès d'une agence de presse, le raid, selon celui-ci, « présentait une importante opportunité à saisir ». La Maison-Blanche semble avoir quelque peu tardé à assumer cette opération sur le territoire syrien, mais c'est maintenant chose faite. Et cette incursion en Syrie s'inscrit dans la politique menée par l'état-major américain, dirigé dans la région par le général Petraeus. Après les multiples

incursions au Pakistan, avec les mêmes justifications officielles de débusquer les « terroristes » au fond de leurs « repaires », les responsables de l'armée américaine persistent et signent, cette fois à partir de l'Irak. Le même jour d'ailleurs, à partir de l'Afghanistan cette fois, un bombardement au Pakistan tuait une vingtaine de personnes.

Cette agression a eu lieu alors que, peu de temps auparavant, le même général Petraeus discernait à la Syrie un satisfecit sur le plan de la collaboration avec les autorités militaires américaines : en trois ans, le nombre de miliciens armés franchissant chaque mois la frontière syro-irakienne était passé de cent à vingt. Cette attaque vise-t-elle à faire pression sur la Syrie pour qu'elle accentue encore sa collaboration ? Ou bien le gouvernement américain actuel tente-t-il d'afficher une politique de force aux yeux de sa propre population, en cette fin de campagne électorale, alors que son armée est enlisée depuis cinq ans en Irak et sept en Afghanistan ?

Cette attaque contre la Syrie fera-t-elle, au demeurant, mieux accepter les 170 000 soldats présents en Irak, les 4 000 jeunes Américains morts dans cette guerre et les 525 milliards de dollars qu'elle a engloutis ? Il est permis en tout cas d'en douter.

Viviane LAFONT

• Brésil

Après les élections municipales La popularité de Lula résistera-t-elle à la crise ?

Dimanche 26 octobre avait lieu au Brésil le deuxième tour des élections municipales. Il ne restait plus à élire au suffrage direct que les maires en ballottage, les conseillers municipaux étant élus à la proportionnelle au premier tour, tenu le 5 octobre.

C'est la continuité : un grand nombre de maires sortants ont été réélus, ou ont fait élire leurs poulains. Le PMDB de centre-droit et le PT du président Lula, qui gouvernent ensemble, dirigent chacun six des 27 capitales d'État, et neuf autres sont aux mains de maires « alliés ». La coalition gouvernementale sort donc victorieuse de ces élections, à l'image de Lula qui à deux ans de la fin de sa présidence reste populaire, et cela à droite comme à gauche.

La seule ombre au tableau

est que Marta Suplicy, candidate du PT à Sao Paulo, la plus grosse ville et la capitale économique du pays, a été battue de 20 points par le maire sortant Kassab, qui appartient à l'opposition. Elle avait dirigé la ville de 2000 à 2004, où elle avait été battue par la droite. Mais malgré sa nombreuse population ouvrière Sao Paulo n'a jamais vraiment été une ville de gauche. En outre, la bourgeoise Marta Suplicy n'a pas grand-chose qui puisse plaire à un électeur ouvrier.

Mais quels que soient les succès et les échecs électoraux des divers partis, c'est maintenant avec la crise économique qu'il va falloir compter, aussi bien au niveau local qu'au niveau national. La Bourse de Sao Paulo a depuis mai perdu 50 % de sa valeur et a été fermée plusieurs fois. Les prix des matières premières agricoles et minières, qui représen-

tent la plus grande part des ressources en devises du pays, sont en train de baisser. La monnaie, le real, a perdu depuis août 50 % de sa valeur par rapport au dollar. Certaines grosses entreprises mettent déjà en vacances forcées leurs travailleurs, comme Fiat et General Motors. Lula a beau répéter que le pays est à l'abri de la crise mondiale, les faits le démentent chaque jour.

Six années de politique probourgeoise et antiouvrière et de scandales n'ont pas mis fin à la popularité de Lula, y compris dans la classe ouvrière et chez les paysans pauvres, et elles semblent n'avoir que peu entamé l'influence de son parti. Cela était en partie dû à la bonne situation économique du Brésil. La crise risque bien de remettre tout cela en question.

Vincent GELAS

• **Novembre 1918, le début de la Révolution allemande**

De la première boucherie mondiale à la révolution...

En 1917, alors que la Première Guerre mondiale entrait dans sa quatrième année, la situation était déjà explosive en Allemagne à cause de cette guerre qui s'éternisait. L'Empire allemand de Guillaume II dut affronter des grèves, comme celle du 16 avril 1917 à Berlin où, à l'annonce de la diminution de la ration de pain, 300 000 ouvriers cessèrent le travail, et des mutineries, comme celle des marins en août 1917.

En mars 1917, pour obtenir « le pain, la paix, la terre », les travailleurs russes avaient jeté à bas le régime tsariste et formé des soviets (conseils, en russe), et huit mois plus tard, en novembre 1917 (octobre de l'ancien calendrier orthodoxe), ils avaient pris le pouvoir. Cette prise du pouvoir par les travailleurs russes encourageait les travailleurs allemands, eux aussi exaspérés par la misère et la guerre, à suivre leur exemple pour mettre fin à cette boucherie

Quand s'ouvrirent les pourparlers de paix de Brest-Litovsk entre le pouvoir soviétique et le pouvoir impérial allemand, l'espoir fut immense de voir la guerre enfin prendre fin.

En janvier 1918, des grèves éclatèrent de nouveau. Le 14 janvier 1918, des ouvriers autrichiens se mirent en grève pour exiger une paix « sans annexions ni contributions de guerre » et un meilleur ravitaillement. Ils constituèrent à Vienne un conseil ouvrier avec lequel le gouvernement fut contraint de traiter. À Berlin, le 28 janvier 1918, près de 400 000 ouvriers et ouvrières cessèrent le travail. Dans les usines, on procéda à l'élection de délégués qui constituèrent un comité central de grève et formulèrent des revendications précises : paix sans annexions, amélioration du ravitaillement, rétablissement des droits et libertés publics, libération des prisonniers politiques. Partout, suivant l'exemple des travailleurs russes, des conseils se formaient. Mais après un moment d'affolement, début février 1918, les autorités allemandes reprirent le dessus et la répression s'abattit.

Le 3 mars 1918 à Brest-Litovsk était signée la paix avec la Russie soviétique, contrainte d'accepter les conditions très dures qui lui étaient imposées par l'Allemagne de Guillaume II. La population allemande épuisée, démoralisée, ne voyait plus d'issue à la guerre. Mais le feu couvait toujours sous la cendre.

L'imminence de la défaite ranime le mouvement révolutionnaire...

C'est l'imminence de la défaite de l'Allemagne qui allait de nouveau déclencher la tempête. Fin octobre 1918, le front s'effondrait. L'inutilité des sacrifices consentis pendant quatre ans se révélait brutalement. Ce fut à Kiel, une des bases de la marine de guerre, qu'éclatèrent les premiers événements révolutionnaires. Les marins de Kiel, qui craignaient que leurs officiers n'envisagent une dernière sortie meurtrière, un baroud d'honneur, s'insurgèrent le 3 novembre 1918.

Le 4 novembre, malgré la répression qui s'était abattue la veille, d'autres unités de l'armée entrèrent en rébellion. On comptait ce jour-là environ 20 000 mutinés. Deux semaines



À Berlin, le 9 novembre 1918.

du gouverneur qu'il fasse relâcher les matelots emprisonnés. S'ils n'étaient pas relâchés, tous les navires de la rade pointeraient leurs canons sur la ville. Si vous connaissez Kiel, vous comprendrez ce que cela signifie. Le gouverneur, lui, le savait : il a cédé sur-le-champ et fait libérer les prisonniers. (...) Réunis le mardi à 5 heures, nous avons élu président du conseil ouvrier le camarade Garbe, secrétaire du syndicat des métallurgistes. Un conseil de soldats fut constitué également. »

de soldats et de paysans de Munich annonça à la population la création d'une République socialiste de Bavière. Le 9 novembre la révolution gagna Berlin. Les travailleurs berlinois contraignirent de fait l'empereur à abandonner le pouvoir.

Les conseils d'ouvriers et de soldats surgissaient de partout. Des milliers de militants, issus pour la plupart des rangs du Parti social-démocrate allemand, le SPD, et qui pour beaucoup avaient accepté les sacrifices demandés au nom de l'effort

moment des événements de Kiel, Ebert, un des dirigeants du SPD, fit cette réflexion significative : « Si l'empereur n'abdique pas, la révolution socialiste est inévitable. Moi, je ne veux pas de cette révolution : je la hais comme je hais le péché. »

Après l'abdication de l'empereur Guillaume II, le 10 novembre Ebert constitua pourtant un gouvernement baptisé « Conseil des commissaires du peuple ». Mais il n'était en rien l'émanation d'un pouvoir ouvrier. Il soutenait en parole la révolution pour mieux préparer dans l'ombre, en complicité avec l'état-major, la répression et le rétablissement de l'autorité de l'État et de la bourgeoisie, ceux-là mêmes qui portaient la responsabilité de la guerre. Cependant, le 11 novembre, il signait en hâte l'armistice mettant fin à la guerre.

Quant aux conseils d'ouvriers et de soldats, ils restaient dans leur majorité sous l'influence des dirigeants sociaux-démocrates, qui faisaient d'ailleurs tout pour en garder le contrôle. En janvier et en mars 1919, c'est avec la bénédiction de ces dirigeants que les « corps francs » et autres forces de répression écraseraient à Berlin le prolétariat révolutionnaire.

Mais en ce mois de novembre 1918, le renversement de l'ordre capitaliste ne semblait plus un rêve lointain. La révolution commencée en Russie en 1917 paraissait en passe de se transformer en une révolution européenne et d'abattre le système capitaliste à l'échelle du continent.

Aline RETESSE



Le 9 novembre 1918, un groupe de soldats révolutionnaires dans les rues de Berlin.

plus tard un délégué de Kiel relata ainsi les circonstances de l'insurrection des marins : « C'est à cette réunion du lundi (4 novembre) que fut décidée la grève générale du mardi. Pour éviter que des éléments timorés ne se rendent à leur travail, nous fîmes occuper les usines par les soldats. De fait, le mardi la grève fut totale. Pas un fonctionnaire, pas un apprenti n'alla travailler. »

Dès le mardi matin, on désigna une délégation chargée de négocier avec le gouverneur ; les camarades étaient accompagnés de plusieurs marins. On exigea

La révolution, comme une traînée de poudre

Le général Groener, le chef d'état-major de l'armée, ne mesurant pas la profondeur du mouvement, refusa l'abdication de l'empereur réclamée par les insurgés. Mais la révolution faisait tache d'huile. Des détachements de marins se rendaient dans les villes voisines et s'en rendaient maîtres facilement.

La révolution gagna ainsi Hambourg, puis tout le nord de l'Allemagne. Et dans le Sud, le 8 novembre, le conseil d'ouvriers,

de guerre, espéraient cette fois que la fin de la guerre marquerait l'avènement du socialisme. Ils ne voulaient plus attendre. Le renversement du capitalisme leur semblait proche.

Mais les dirigeants du Parti socialiste allemand avaient malheureusement un tout autre point de vue. En 1914 ils avaient voté les crédits de guerre, se rangeant ainsi derrière leur propre bourgeoisie. Ils avaient engagé les travailleurs à verser leur sang pour la patrie, c'est-à-dire pour l'empereur, les banquiers et les marchands de canons. Au

• Toulouse

Fin de la grève de la météo

Vendredi 24 octobre l'assemblée générale des grévistes de la météo a voté la fin de la grève, commencée douze jours plus tôt. Sur les 350 présents, 33 ont malgré tout voté pour la continuation, une centaine s'abstenant.

Le mouvement s'était généralisé à l'ensemble des centres météos du territoire le lundi 13 octobre. Ils protestaient contre la décision de la direction de Météo France de fermer 60 % des centres météorologiques et de supprimer plus de 500 emplois sur 3 700, d'ici 2017. C'est ce que l'État appelle la RGPP (révision des politiques publiques, toujours et partout à la baisse, bien sûr).

À Toulouse, principale implantation, depuis mardi 14 octobre les grévistes venus de tous les centres du pays bloquaient le site, ne laissant passer que le personnel « réquisitionné ».

Le mardi 14 octobre, malgré l'envoi des CRS contre les grévistes, la grève a continué. Et il a fallu attendre le week-end du 19 octobre pour que le PDG se décide enfin à recevoir les représentants du personnel. Il a concédé que quinze sites ne seraient finalement plus fermés,

mais il n'a rien voulu entendre sur la suppression programmée des effectifs. Conscients que le fait de maintenir quelques sites sans revenir sur les suppressions d'emplois était de la poudre aux yeux, les 600 grévistes réunis en assemblée générale ont donc

SNCF, à Air France, à M6, chez Virgin, au Tri postal, à un restaurant d'entreprises sur une zone industrielle. Partout l'accueil a été bon et les militants syndicaux de ces entreprises les aidaient dans leurs diffusions.

S'ils ont décidé de reprendre le travail, le 24 octobre, c'est après avoir fait le maximum pour ne pas rester isolés, malgré l'attentisme des Unions Départementales des grandes centrales syndicales qui n'ont rien organisé pour les soutenir.

Beaucoup disaient que tout seuls ils ne pouvaient pas arriver à faire céder leur direction. Mais ils sont fiers d'avoir refusé le plan, de s'être mis en grève et d'avoir fait le maximum. La plupart ne sont pas démoralisés, car il y avait une bonne ambiance entre les grévistes, ce qui s'est vérifié lors de la

soirée de solidarité organisée le mardi 21.

De plus, à l'occasion de la grève, ils ont appris à se connaître ou à s'organiser, d'un centre à l'autre. Et cela comptera pour l'avenir.

Correspondant LO



reconduit le mouvement jusqu'au jeudi 25.

Pendant la grève, ils se sont adressés à la population et aux travailleurs, qu'ils invitaient à les rejoindre. Des dizaines se retrouvaient pour distribuer des tracts dans différentes entreprises : dans les postes de Toulouse, aux Chèques Postaux, à la

• La loi Boutin en discussion au Parlement

Le logement social en panne

À l'approche de l'hiver, les associations luttant pour les mal-logés et les sans-abri tirent la sonnette d'alarme. Dimanche 22 octobre, le DAL (Droit au logement) manifestait dans plusieurs villes de la région parisienne, dont Neuilly-sur-Seine, et aux abords de l'Élysée pour dénoncer le projet de loi Boutin sur le logement.

Les Enfants de Don Quichotte, de leur côté, plantaient des tentes à Caen, en attendant d'en mettre partout où le besoin s'en fera sentir. Et Xavier Emmanuelli, fondateur du Samu social il y a quinze ans, déplore le manque de structures d'urgence capables d'accueillir tous les sans-logis de la capitale.

Ces associations dénoncent la pénurie de logements sociaux, qui se fait d'autant plus sentir que la pauvreté progresse. On voit ainsi de plus en plus de salariés qui, bien qu'ayant un emploi, se retrouvent à dormir dehors faute de pouvoir payer

un logement, augmentant le nombre de sans-logis, tandis que des familles s'entassent dans des taudis ou dans des chambres d'hôtels sordides et dangereuses.

La loi Boutin actuellement en discussion au Parlement va encore aggraver la situation. Le Sénat a déjà voté de réduire de trois à un an le délai qu'un juge peut accorder à des locataires avant de procéder à leur expulsion. Et, alors qu'il s'est tout de même opposé à ce que les logements en accession à la propriété soient comptabilisés en tant que logements sociaux

dans le quota de 20 % imposés aux communes de plus de 3 500 habitants, Christine Boutin, la ministre du Logement, revient à la charge : « On va voir comment cela va se passer au niveau de l'Assemblée nationale », a-t-elle menacé. Elle justifie sa position en disant que les accédants à la propriété dite « populaire » sont les mêmes que ceux qui demandent un logement social !

Traficoter les chiffres, détourner dans les lois les quelques mesures un peu favorables aux plus pauvres ou voter des lois qui aggraveront encore plus la situation, cela, le gouvernement sait faire. Mais pour construire les logements qui manquent (ce qu'il avait promis de faire), là, il n'y a plus personne.

Marianne LAMIRAL

Catherine MARTINET (Labio)

Notre camarade Catherine Martinet, que nous appelions Labio, est décédée vendredi 24 octobre, après une longue bataille contre le cancer. Elle avait 41 ans.

À 25 ans, originaire de l'Aisne, elle venait d'arriver en région parisienne lorsque sa route croisa celle de camarades de Lutte Ouvrière. Révoltée par les inégalités sociales, profondément attachée aux gens, féministe, elle se situait naturellement dans le camp des opprimés et s'enthousiasma rapidement pour les relations qui régnaient dans le petit groupe de camarades qu'elle rencontra.

Ces camarades ne peuvent se souvenir qu'avec grand plaisir de tous les bons moments passés ensemble, de la gentillesse mais aussi de la pugnacité de Catherine, dans les discussions sérieuses aussi bien que dans les parties de foot du dimanche. Et ce fut pour tous une grande fierté d'amener Catherine à militer avec nous.

Depuis lors, nos chemins ne se sont plus séparés, Catherine nous apportant sa détermination tranquille et sa confiance inébranlable. Depuis plus d'un an, elle se battait contre la maladie avec la même détermination, tou-



jours du côté de la vie. Elle nous manquera à tous et nos pensées affectueuses vont aujourd'hui plus particulièrement à sa compagne, à ses parents et à tous ses proches.

• Changement d'horaire

Pour certains c'est tous les jours !

Le passage à l'heure d'hiver peut provoquer quelques désagréments dont des journaux se sont fait l'écho. L'horloge biologique des individus s'en trouve perturbée et il faut souvent trois ou quatre jours avant de retrouver l'équilibre. Ce n'est pas bien grave, pas plus que les décalages horaires après certains voyages lointains en avion.

Mais si la presse a fait état de ces inconvénients, quel journal a évoqué la situation des centaines de milliers de travailleurs qui changent d'horaire tout au long de l'année ? Et pas seulement avec un décalage d'une heure seulement.

Ceux qui sont en 3x8 travaillent une semaine le matin (par exemple de 5 h à 13 h) puis une semaine l'après-midi (13 h à 21 h) et enfin une semaine la nuit (de 21 h à 5 h), et ça recommence.

À côté, il y a une foule de systèmes, les 2x7, les 5x8, les 4x8, etc., qui tous ont en commun des changements d'horaires très importants, avec souvent du travail de nuit.

Cela concerne beaucoup d'ouvriers, mais aussi du personnel dans les hôpitaux, les transports, l'hôtellerie, etc.

Parfois une telle activité est indispensable (dans la santé, les transports, etc.), parfois elle est uniquement imposée par la soif de profit, comme lorsqu'il s'agit de fabriquer des automobiles la nuit.

Ceux qui sont scandalisés par cette petite heure de décalage qui se produit deux fois dans l'année devraient l'être aussi par l'existence du travail en équipes, si souvent totalement inutile à la société et seulement utile aux patrons.

André VICTOR

• Renault

Le patron veut faire payer la crise d'avance

Les usines Renault fermées pendant la période de la Toussaint, cela a fait les gros titres des médias. Il ne s'agit cependant que d'un des volets du plan annoncé le 23 juillet dernier, deux jours avant les congés d'été de l'immense majorité des salariés Renault, par le PDG Carlos Ghosn.

En annonçant alors 4 000 suppressions d'emplois, plus tard suivies de 2 000 autres, le PDG de Renault incriminait la croissance plus faible que prévue, la hausse des prix des matières premières et de l'énergie, et la nécessité de « réduire la voilure » pour atteindre l'objectif du Contrat 2009 : ce que les financiers nomment une « marge opérationnelle » de 6 %. Ghosn estimait alors que, pour 2008, cette marge atteindrait déjà 4,5 %. D'ailleurs, le bénéfice annoncé en même temps que les suppressions d'emplois, 1,3 milliard d'euros pour le premier semestre 2008, affichait allègrement 21 % de hausse par rapport à l'année précédente.

Trois mois et une crise financière plus tard, Renault vient, par la voix de son directeur général Pélata, de reconsi-

dérer sa prévision de marge pour 2008, en annonçant 2,5 ou 3 % à la place des 4,5 % espérés, et une baisse de 20 % de la production des usines européennes au quatrième trimestre, afin de résorber les stocks de véhicules. En Bourse, l'action Renault a d'ailleurs immédiatement perdu 11,5 %. En un an elle est même passée de 110 à 22 euros.

Evidemment, dans les usines où Ghosn a programmé les suppressions d'emplois, ces annonces ne surprennent pas. La suppression d'une équipe, comme à l'usine de Sandouville, la baisse de cadence conduisant à produire moins de véhicules, comme à l'usine de Flins à la mi-novembre, entretiennent un climat d'inquiétude parmi les travailleurs. Malgré tout la direction juge encore prudent, pour son plan de licenciements déguisés, de ne parler que de



« départs volontaires ».

Et même, profitant en quelque sorte de la crise, les constructeurs réclament 40 milliards d'euros d'aides sous prétexte de concevoir des véhicules « verts ». Dans le contexte, ils ont des chances de les obtenir. Mais de toute façon, les milliards de profits accumulés depuis des années, y compris en 2007 et 2008, sont là et bien là, dans les coffres des préten-

us investisseurs qui continuent, même pendant la tempête boursière, à faire des affaires.

Ces profits sont un réservoir tout trouvé qui devrait permettre de faire face aux aléas de la vente et de la production de Renault, PSA ou Ford. Quant au travail, il ne manque pas, ni en France, ni dans les autres usines d'Europe ; plutôt que de faire chômer les uns par

moment et d'user la santé de tous par des postes surchargés, il faut qu'il soit réparti entre tous. Dans tous les cas, les travailleurs de l'automobile n'ont aucunement à se sentir solidaires de ces patrons plus ou moins secoués par la conjoncture. Ils ont, au contraire, à préparer leur riposte.

Viviane LAFONT

• Usine de Sandouville (Seine-Maritime)

Contre le chômage technique, le refus s'organise

Vendredi 24 octobre dès 4 h 30 du matin, à l'appel de la CGT, environ 200 travailleurs en chômage technique de l'usine de Renault Sandouville (près du Havre) ont une nouvelle fois bloqué l'accès au site.

Ces travailleurs continuent à se battre contre le projet de Carlos Ghosn, PDG de Renault, qui consiste à supprimer 6 000 emplois en Europe, dont 1 000 dans l'usine de Sandouville. Ils se battent également pour le paiement à 100 % des journées de chômage (une semaine sur deux), qui leur font perdre en moyenne près de 400 euros par mois.

Ce n'est ni la première ni la dernière fois que nombre de travailleurs de Sandouville en chômage technique bloquent ainsi le site. Quitte à subir le chômage, autant en profiter pour continuer à faire pression sur la direction !

Pendant toute la matinée, les chaînes de montage ont tourné au ralenti, les travailleurs prenant leur poste de travail sans se presser.

L'après-midi, pendant plus d'une heure, environ trois cents salariés, plus de deux cents

agents du port et une centaine d'ouvriers de Renault Sandouville, ont manifesté, organisant des barrages filtrants, distribuant un tract expliquant leur situation et s'adressant ainsi à toute la population du Havre, pour dire que tous sont concernés par les licenciements annoncés dans diverses branches de l'industrie.

Qu'ils travaillent au port ou chez Renault, les manifestants tiennent à montrer l'importance de s'unir, localement, contre les attaques actuelles sur l'emploi comme contre celles qui se profilent.

La CGT du Havre appelle à une manifestation le 8 novembre. Les travailleurs de Renault et les dockers seront présents ainsi que bien d'autres travailleurs d'entreprises sous-traitantes et d'équipementiers de l'automobile. Ils ne seront pas seuls. Déjà, des enseignants et des membres du personnel du Centre hospitalier universitaire ont annoncé leur venue.

Correspondant LO

• Usine de Flins (Yvelines)

La direction sort ses « antennes » sans grand succès

À l'usine Renault de Flins, fermée pour la plupart des secteurs pendant deux semaines, jusqu'au 12 novembre, de nombreux intérimaires ont vu leur contrat se terminer prématurément, en particulier à la suite de l'arrêt de la fabrication de la Cléo 2 Campus, qui avait été reprise pendant quatre mois dans l'usine. Par ailleurs, une « antenne emploi » a été ouverte le 16 octobre. Cet euphémisme désigne le service censé recruter parmi les « structures » (ouvriers hors production, employés, techniciens, chefs d'équipe...) des candidats au départ.

« Structures » ou pas, chaque travailleur vient de recevoir une plaquette invitant à passer à l'antenne et, dans certains secteurs, la maîtrise a commencé à convoquer les ouvriers un par un pour connaître leurs « souhaits » : quitter l'usine, y rester, changer de métier, d'équipe, voire travailler en équipe de nuit au nettoyage... alors que cette équipe vient d'être supprimée. Les mêmes responsables qui il y a quelque temps militaient contre les appels à débrayer contre le plan Ghosn, en avançant « Vous n'êtes pas concernés par ces suppressions d'emplois », proposent à présent une petite visite à l'antenne : « Si des Sandouvilais arrivent, parmi les 1 000 travailleurs de cette usine dont l'emploi sera supprimé, ça vous libérerait et vous pourriez partir. » Présenter cela presque comme une faveur ne convainc

absolument personne, puisque la direction ne propose même pas, aux travailleurs les plus âgés qui souhaiteraient bien partir un peu plus tôt, un plan de retraite anticipée analogue à ce qu'elle avait proposé il y a quelques années.

« Je veux bien partir, mais avec... un parachute doré », dit l'un. « C'est le moment de créer son entreprise, une banque par exemple. Je me ferais renflouer par l'État ! ». L'humour n'empêche cependant pas l'inquiétude. En plus de celles déjà annoncées, la direction de Flins vient de programmer sept autres journées non travaillées. D'ici à la fin 2008, 27 journées seront chômées. Les patrons ne prennent même pas la peine de prévoir une indemnisation en chômage partiel : ces journées sont prises sur les congés, la cinquième semaine ou les « compteurs » collectifs, puis les comp-

teurs individuels, qui comptabilisent les journées que les travailleurs « doivent » à l'usine ou, au contraire, que celle-ci leur doit, par exemple à la suite de samedis travaillés. Ceux dont les compteurs se trouvent vides ne toucheront rien.

Dans l'automobile, les patrons n'avaient même pas attendu l'annonce de la crise financière et de la récession pour planifier des réductions d'effectifs frappant les 275 000 travailleurs de ce secteur, y compris la sous-traitance. Pour conserver ou augmenter la rentabilité des capitaux investis, les patrons serrent les coûts, comme ils disent. Cela se traduit par la diminution des effectifs, le blocage des salaires, l'intensification du travail et les pressions sur les sous-traitants. Et maintenant, anticipant sur une baisse possible des ventes liée à la fois à la baisse du pouvoir d'achat et à la plus grande difficulté à obtenir ou à rembourser les crédits, les constructeurs accélèrent encore le mouvement des réductions d'effectifs, tout cela pour défendre encore et toujours leurs profits.

Correspondant LO

• Montreuil (Seine-Saint-Denis)

Les facteurs ne se laissent pas faire

À Montreuil, en Seine-Saint-Denis, en février dernier, La Poste a annoncé aux facteurs l'installation de deux machines de tri (TTF). Ces machines sont censées faire gagner du temps sur les « travaux intérieurs », c'est-à-dire sur le tri et le classement du courrier pour les tournées.

En parallèle, La Poste annonçait la mise en place pour septembre de « facteur d'avenir ». C'est le nom donné à l'organisation du travail dite par équipe, où chacune est normalement autonome pour gérer et compenser entre ses membres les absences pour congé annuel,

maladie, etc. Le but est de gagner des effectifs et de diminuer le nombre de tournées. De plus, les facteurs pourront être amenés à prendre en charge une partie d'une autre tournée le lundi et le mardi (journées à faible trafic selon la direction), et peut-être les autres jours si besoin est... Les facteurs sortiront donc toujours avec un maximum de courrier, passant plus de temps à l'extérieur, aux intempéries, sans plus de salaire qu'une prime individuelle, variant de zéro à 150, 300 ou exceptionnellement 450 euros. Elle sera allouée suivant les bons résultats de l'équipe sur l'année,

histoire de mieux nous diviser. La Poste promet, à travers son « facteur d'avenir », des promo-



tions, mais soumises à quota.

Les facteurs n'ont pas été dupes et, devant la perte de trop de tournées et de douze jours de RTT sur l'année (deux semaines de travail en plus), ils ont refusé le projet. Devant leur mobilisation et leur colère, la direction a reculé son projet à 2009. Mais elle est revenue à la charge en octobre, proposant de voter entre deux organisations du travail de son choix, avec lesquelles de toute façon les conditions de travail se détérioreront. Organisé par la CGT, le boycott du vote a été un succès. Sur 82 inscrits, il y a eu 68 abstentions, 3 blancs, 11 exprimés.

La direction a repoussé le projet à janvier, essayant tout de même de proposer une nouvelle organisation dans laquelle nous n'aurions que quatre samedis de repos dans l'année hors congés annuels. Pour La Poste, c'est sa façon de concevoir le « dialogue social » dont elle nous rebat les oreilles tout en se vantant de « n'avoir jamais tant fait pour ses facteurs ».

Mais ce n'est pas encore terminé. Nous avons déjà noté que face à notre mobilisation, elle faisait moins la fière. Alors nous n'avons pas encore dit notre dernier mot.

Correspondant LO

• Hôpital de la Conception-APM – Marseille

Le personnel de la psychiatrie manifeste

Lundi 20 octobre, sur le boulevard devant l'hôpital, le personnel du pôle de psychiatrie de l'hôpital de la Conception, les syndicats SUD et CGT, avaient organisé un pique-nique, avec prise de parole et diffusion de tracts. Autour des tables garnies de petits plats apportés par les agents, près d'une centaine de personnes ont manifesté pour réaffirmer leur refus de recevoir un patient particulièrement difficile, qu'il n'est pas possible de soigner dans les services classiques de psychiatrie.

Cette manifestation faisait suite à plusieurs autres, à la DASS, à la direction générale de l'hôpital et à l'hôpital même, où une assemblée générale avait réuni plus d'une centaine de personnes. Si les agents refusent la venue de ce patient, ce n'est pas parce qu'ils ne veulent pas le soigner mais parce qu'il est connu pour ses accès de violence, difficiles à gérer dans un service classique. Lors d'un précédent séjour à l'hôpital de la Timone où se trouvait alors le service de psychiatrie, cet homme de 140 kilos et mesurant plus de deux mètres avait, pendant

une crise, dévasté une unité. Deux soignantes avaient dû sauter par la fenêtre. Ce malade nécessite d'être soigné dans une unité psychiatrique pour malades difficiles, ou dans une unité pour malades agressifs et perturbateurs. Et quand le personnel dit qu'un malade est dangereux, la moindre des choses serait de le croire.

Le personnel de la psychiatrie dénonçait le fait qu'il n'y a pour toute la région qu'une seule unité pour malades difficiles, à Avignon, et une seule unité pour malades agressifs et perturbateurs, à

Nice. Et sur toute la France, il n'y a en tout et pour tout que cinq unités pour malades difficiles. Toutes sont pleines et du coup ce patient est renvoyé à l'hôpital.

Des infirmiers au personnel du nettoyage, en passant par les aides-soignants et les ASH, tous voulaient protester contre le manque de moyens dans les services de psychiatrie, contre le fait qu'il n'y a plus de formation spécifique, que la formation se fait sur le tas, auprès des plus anciens. Et le gouvernement prévoit de diminuer encore le nombre d'infirmiers pour les remplacer par des aides-soignants.

Une situation que les manifestants jugeaient d'autant plus scandaleuse qu'au même moment la ministre de la Santé, Roselyne Bachelot, est venue à Marseille offrir une enveloppe de 54 millions d'euros pour la construction d'un hôpital privé. Dans le même temps les hôpitaux publics de la ville ne vont recevoir qu'une dizaine de millions d'euros et on demande au personnel de faire des économies pour combler les déficits.

Grâce à la mobilisation du personnel, l'arrivée du patient est suspendue, il reste pour l'instant dans une unité spécialisée. Cela a permis aussi de faire connaître largement ce problème.

Correspondant LO



Précarité à La Poste, assez !

Sous l'appellation ronflante « direction opérationnelle du territoire courrier », La Poste se comporte comme n'importe quel employeur patronal. Ainsi, en Auvergne, une vingtaine d'employés, avec l'aide des syndicats, ont dénoncé leur situation de précarité. Ils demandent à être titularisés, alors qu'au fil des années leurs contrats en CDD s'accumulent. Ils veulent aussi que leurs années d'ancienneté soient reconnues, ce qui évidemment conditionne le niveau de leur salaire. Mais depuis des mois, La Poste fait la sourde oreille face à leurs demandes légitimes.

Aussi n'est-il pas étonnant que deux facteurs aient décidé d'attaquer aux Prud'hommes la direction régionale à Clermont-Ferrand. Il s'agit du facteur de Puy-Guillaume, à proximité de Thiers, dont Charasse, ex-ministre du Budget sous Mitterrand, est sénateur-maire. La situation de ce facteur atteint

des records : en 21 ans, depuis 1987, il totalise 354 CDD. Autre cas de ce genre : à Domérat, une commune de la banlieue de Montluçon, la factrice a cumulé 180 CDD depuis 1995.

L'un et l'autre veulent obtenir immédiatement un CDI, la reconnaissance de leur ancienneté et un rattrapage de leur salaire.

Le cas de ces deux postiers étant devenu public, la direction régionale prétend faire preuve de son immense générosité en proposant de leur accorder respectivement cinq ans et trois ans d'ancienneté. C'est très loin du compte puisqu'ils ont effectué chacun vingt ans et treize ans de travail précaire.

On comprend la colère de ces travailleurs, qui exigent la fin d'une précarité prolongée abusivement depuis si longtemps, afin d'obtenir des conditions de travail et de salaire correctes.

Correspondant LO

• EDF

Le gâchis de la spéculation

Depuis un moment, EDF, qui lorgnait la prise de contrôle de la société américaine Constellation Energy, avait pris des participations pour 1,4 milliard d'euros dans cette société, qui pouvait lui servir de cheval de Troie pour conquérir le marché américain des centrales nucléaires.

Or, avec le krach, l'action Constellation a perdu la moitié de sa valeur en quelques jours. Résultat : non seulement les actions détenues par EDF ont perdu 700 millions d'euros de leur valeur, mais encore EDF s'est fait souffler l'achat de

Constellation par le spéculateur milliardaire Warren Buffett. Aux dernières nouvelles, EDF a finalement abandonné son projet de contre-OPA sur Constellation.

La coûteuse spéculation de 1,4 milliard d'euros, dont la moitié partie en fumée, n'aura donc servi à rien. Un vrai gâchis ! Mais là, pas de mise à pied des dirigeants comme dans les Caisses d'Épargne, pas de mise à l'index. Juste le jeu normal du capitalisme.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière-EDF-Chatou)

• Snecma (Groupe Safran)

Aux actionnaires de payer !

Mardi 21 octobre, la direction de la Snecma, un des premiers motoristes dans le secteur de l'aéronautique, annonçait, lors d'une réunion d'un comité central d'entreprise, son intention de réduire la production sur les établissements de Corbeil, Gennevilliers, Villaroche et Courcouronnes.

Le prétexte invoqué était la grève des ouvriers de Boeing qui dure depuis six semaines maintenant et qui obligerait, paraît-il, le groupe Snecma à revoir sa production à la baisse. Pour ajuster la production, la direc-

tion a décidé la fermeture pure et simple des sites du 18 décembre au 6 janvier, soit en utilisant les congés, soit en imposant le chômage partiel. Autant dire que les salariés du groupe ne l'entendent pas de cette oreille.

Mettre sur le dos des ouvriers américains de Boeing la responsabilité de la baisse d'activité est scandaleux. Certes, Boeing a décommandé 30 moteurs, mais cela correspond à deux semaines de production, soit l'équivalent des grèves du printemps dernier, de l'arrêt des heures supplémentaires et de la non-reconduction

des contrats des intérimaires. Il n'y a donc aucune raison pour les salariés de payer de nouveau. La ficelle est d'autant plus grosse que les commandes sont à un niveau jamais atteint et que, depuis le début de l'année, le chiffre d'affaires de la Snecma a encore augmenté de 14 % !

Il n'est donc pas question d'accepter le choix que nous offre la direction. La fermeture des usines de Villaroche, de Corbeil, Gennevilliers ou Courcouronnes obligerait les travailleurs à prendre des congés quand cela lui convient ou à accepter le chômage partiel, qui concernerait environ

1 750 salariés. Celui-ci serait payé par les Assedic, ne coûterait rien à la direction qui, en revanche, imposerait aux travailleurs une baisse réelle de leur pouvoir d'achat, le chômage n'étant rémunéré qu'à 66 % du salaire net.

Des assemblées du personnel se sont tenues aussi bien à Gennevilliers qu'à Corbeil, souvent dans le cadre d'heures d'information syndicale payées. Elles ont réuni plusieurs centaines de salariés jeudi 23 et vendredi 24 octobre, dont plus de 600 salariés (sur un effectif total de 1 500) à Gennevilliers. Lors de ces assemblées, un sentiment

général s'est dégagé : quelle que soit la gravité de la situation, réelle ou supposée, ce n'est pas aux travailleurs de payer les pots cassés. La direction doit faire payer aux actionnaires les pertes supposées de sa production.

Vendredi 24 octobre lors de l'heure syndicale du soir qui réunissait 170 travailleurs à Gennevilliers, la quasi-unanimité des présents ont voté pour la fermeture de l'usine du 18 décembre au 6 janvier, payée mais... par les actionnaires. Cette option s'impose de plus en plus aux travailleurs de la Snecma comme une évidence.

Correspondant LO

• Molex – Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne)

Non aux licenciements !

Le 23 octobre, les dirigeants de Molex (connecticien automobile américain) ont annoncé leur volonté de fermer l'usine de Villemur, non loin de Toulouse. Dans les ateliers de Molex comme dans ceux de Labinal situés sur le même site, la réaction a été quasi spontanée : tout le monde s'est retrouvé dans la cour. Le patron avait prévu des réactions : un huissier et une demi-douzaine de gendarmes étaient là, au cas où la cellule psychologique mise en place ne suffirait pas à calmer les esprits. Comme disait un ouvrier ulcéré : « On nous vire et les bandits, c'est nous ! »

Deux jours de suite, les centaines de blouses blanches de Labinal sont sorties de tous les ateliers pour rejoindre les blouses bleues de Molex. Pas besoin de tracts, les annonces des débrayages ont circulé comme une trainée de poudre et 90 % du personnel était dehors.

Avec la fermeture de Molex, 300 emplois sont remis en ques-

tion. Le groupe Molex fait pourtant des bénéfices. Son PDG a eu le cynisme d'affirmer à la presse : « Nous avons eu des chiffres en hausse. Mais rien ne dit que nous n'en aurions pas eu en baisse à l'avenir ». C'est avec cet argument que Molex réduit aussi les effectifs de son usine à Ettlingen en Allemagne alors que les actionnaires ont été grassement servis : 241 millions de dollars de profits en 2007 et 215 millions pour 2008.

Aujourd'hui, la crise économique et la baisse des ventes automobiles ont bon dos pour justifier ce plan de licenciements. Les 750 travailleurs (dont 200 intérimaires) de Labinal, qui dépend du groupe Safran, travaillent aux côtés de ceux de Molex depuis des années et partagent les mêmes inquiétudes. La mobilisation contre les patrons de Molex comme de Labinal-Safran est donc plus que jamais à l'ordre du jour.

Correspondant LO

Les travailleurs de Molex, sur la sellette aujourd'hui, étaient il y a quatre ans encore des salariés du groupe Snecma sous l'appellation Cinch. Si l'américain Molex a repris l'activité connectique automobile de Snecma-Cinch, on peut dire aujourd'hui que c'était uniquement pour récupérer des parts de marché. C'était déjà une crainte en 2004 lors du rachat. C'était devenu clair il y a deux ans lorsque Molex a mis l'établissement au bord du dépôt de

bilan et a fabriqué sa soi-disant non-rentabilité. Il y a eu fermeture du siège social en région parisienne, puis transfert d'une partie des activités en Slovaquie. C'était limpide avec la création de la SARL Molex de Villemur, et la décision de faire vendre ses fabrications par une plate-forme logistique située en Hollande. Autant de magouilles grossières pour que le site de Villemur ne bénéficie même pas des résultats de la vente de ses productions.

• Airbus – Toulouse

Ils veulent aider les compagnies avec l'argent gagné sur notre dos

L'euro trop fort par rapport au dollar a servi de justification (entre autres choses) à tous les plans d'économies d'EADS-Airbus : Power 8, Power 8 plus, Vision 2020, avec comme conséquences les suppressions d'emplois par milliers (10 000 à l'échelle européenne dont 5 000 dans la sous-traitance), les restructurations, les ventes ou cessions de sites, les externalisations, etc.

En 2007, Louis Gallois affirmait même que « chaque fois que la monnaie américaine abandonnait 10 centimes par rapport à l'euro, Air-

bus perdait environ un milliard ». Aujourd'hui, alors que l'euro baisse, la logique voudrait que nos patrons révisent quelque peu leur politique...

Eh bien, non ! Selon la direction, la situation ne s'améliore pas à cause... des banques ! Il devient plus difficile d'obtenir auprès des banques les fameuses couvertures de change euro-dollar ! En plus, beaucoup de compagnies ou de fournisseurs ont des difficultés à obtenir des prêts et autres fonds auprès d'elles.

Conclusion : Airbus a décidé d'amplifier l'aide finan-

cière aux compagnies en difficulté qui lui achètent des avions... avec l'argent accumulé grâce aux économies drastiques imposées toutes ces années passées.

Autrement dit, non seulement il n'est pas question pour Airbus de revenir un tant soit peu sur toutes les mesures prises contre les conditions d'emploi et de travail, mais c'est sûr, c'est aux travailleurs, encore une fois, qu'on va présenter la facture !

Pas question, on a déjà suffisamment donné !

Correspondant LO



Manifestation à Toulouse en mars 2007.

Mis au chômage

Des centaines de travailleurs manifestent

Mardi 28 octobre, plusieurs centaines de travailleurs de General Motors ont manifesté à Strasbourg, appuyés par une délégation de travailleurs de Ford venus exprès de Bordeaux, de travailleurs de Peugeot Mulhouse et d'autres entreprises. Les manifestants ont accueilli très chaleureusement notre camarade Arlette Laguiller et Olivier Besancenot, venus leur apporter leur soutien

L'initiative a été prise par les travailleurs et la CGT de General Motors au lendemain de la manifestation du 7 octobre, où ils s'étaient retrouvés à 120 derrière la banderole de la CGT qui disait « Des garanties pour nos emplois et nos salaires, pas pour la fortune des actionnaires ». Forts de ce nombre inhabituel, ils ont décidé de remettre cela pour s'adresser à la population et faire savoir largement qu'ils n'allaient pas accepter que l'usine soit vendue sans qu'ils aient des garanties sur l'emploi et les salaires.

De plus, la direction de GM a fermé l'usine pendant une semaine et mis les salariés en congés forcés ou en chômage. Il en sera ainsi tous les lundis à partir du 10 novembre, le mardi 2 décembre ainsi que du 20 décembre au 5 janvier 2009. Elle a expliqué sans vergogne que cette fermeture était nécessaire pour atteindre l'objectif de 41,4 millions d'euros de bénéfices à la fin de l'année. Cette déclaration faite aux membres



du Comité d'entreprise et répercutée immédiatement dans les ateliers a été une raison de plus pour venir manifester.

Pendant les deux semaines qui ont précédé la fermeture, la direction a demandé d'aug-

menter la production et ne s'est même pas gênée de faire appel aux heures supplémentaires. Cela n'a fait que doubler ou tripler le nombre de militants pour la manifestation du 28. Environ deux cents ouvriers

portaient ouvertement sur leur bleu de travail un badge appelant à venir manifester.

Ils peuvent être contents car cela a été un succès : entre 700 et 800 personnes ont défilé en scandant des slogans, en chan-

tant. La manifestation a débuté par des prises de parole, d'abord du responsable de la CGT de GM qui a dénoncé le système capitaliste nuisible à l'ensemble de la société et plus particulièrement pour les travailleurs. Il a

appelé à ne pas accepter d'être une fois de plus victimes de la crise de leur système et à crier bien haut que l'on ne veut pas payer pour les responsables. Après un responsable de la CGT de l'USTM, un salarié de Ford

est intervenu pour expliquer que leur situation était la même que celle des salariés de GM, sauf que cela fait plus de dix mois qu'ils attendent de savoir à quelle sauce ils vont être mangés ou... liquidés. Puis Arlette Laguiller et Olivier Besancenot ont apporté leur soutien, vivement applaudis

À la fin, le responsable de la CGT de GM a appelé tous les présents à préparer autour d'eux les prochaines manifestations, affirmant qu'elles seront nécessaires pour se regrouper et être plus forts pour imposer une politique capable de faire reculer les capitalistes, parasites du travail de ceux qui font vivre la société. Il a été applaudi lorsqu'il a dit qu'il faudrait supprimer le secret bancaire et commercial, derrière lequel ceux-ci s'abritent pour manigancer leurs forfaits contre les travailleurs, ajoutant qu'il faudrait aussi interdire les licenciements et imposer l'indexation des salaires sur les prix.

Cette manifestation, dynamique de bout en bout, devrait permettre aux salariés de GM de continuer à lutter la tête haute pour les emplois et les salaires.

Correspondant LO

• La Redoute-Roubaix

672 suppressions de postes qui ne doivent pas passer

Le 21 octobre, la direction de La Redoute a annoncé 672 suppressions de postes. C'est 13 % des 5 000 salariés titulaires : 242 salariés du siège de Roubaix, dont 151 dans les services comme le marketing, la direction financière et même six à la DRH.

Quant aux 91 salariées de la saisie-commande (des clients qui commandent par courrier ou téléphone) elles seront « externalisées », c'est-à-dire « revendues » avec l'activité à l'entreprise de sous-traitance à laquelle La Redoute avait déjà recours depuis de long mois pour « écuser » le surplus de commandes.

Les Rendez-Vous Catalogues et Shopping implantés partout en France, et comptant 430 salariés (les RVC et RVS reçoivent les clients directement pour commander et échanger les commandes qui ne conviennent pas), seraient fermés sur quatre ans en fonction de la durée de leur bail.

La direction dit que le site de production de la Martinoire ne sera pas touché mais, sur les

800 intérimaires qui étaient là chaque jour, déjà beaucoup, qui travaillaient depuis longtemps dans l'entreprise, n'ont pas été rappelés.

Les déclarations du PDG Nicolas Bernard montrent que, loin d'être une nécessité vitale pour « sauver l'entreprise », ces licenciements sont faits uniquement pour rentabiliser encore plus l'entreprise sur le dos des salariés et faire plaisir aux actionnaires.

Il parle de « plan de relance pour restaurer la compétitivité afin de garantir la pérennité et le développement de l'entreprise », en expliquant que « le déclin de la vente par correspondance traditionnelle n'est pas compensé suffisamment par le web ». Mais c'est un mensonge ! Le site Web de La Redoute est le premier site

commercial français de vente par Internet. Désormais 54 % des commandes sont faites par ce canal. C'est donc La Redoute qui s'en sort le mieux de tous les VPCistes.

La direction veut maintenant sous-traiter complètement l'activité traditionnelle, c'est-à-dire les commandes par téléphone et courrier, qui représentent encore beaucoup de travail. De plus, elle va remplacer ses RVC et RVS par un réseau de petits commerçants de quartier, appelés Relais-Colis, qui auront une petite somme par colis traité pour faire le travail des salariés actuels. Rien à voir avec un vrai salaire.

La direction de La Redoute profite de la crise actuelle, qui affecte bien sûr ses ventes, de l'annonce de la faillite de la Camif qui est aussi une entreprise de la vente à distance, et elle est aidée par les médias qui parlent du « crépuscule des VPCistes » en juxtaposant dans leurs articles la situation de La Redoute pleine de



fric et la Camif, malade depuis longtemps.

La Redoute, fait partie du groupe PPR dont l'actionnaire majoritaire, Pinault, est la 8^e fortune de France. Pour le premier semestre, PPR annonce, donc en pleine tourmente financière, que le résultat net a augmenté de 141 %. Même si c'est le pôle luxe qui rapporte le plus, alors que la distribution (dont La Redoute) est en baisse, toutes les années antérieures celle-ci a fait de confortables bénéfices et ils devraient servir à garder les salariés. Ceux-ci n'ont pas à payer la crise actuelle, générée par des patrons comme Pinault, qui ont

joué au Monopoly avec les milliards gagnés en nous payant pendant des années des salaires de misère. Et ils veulent nous faire payer une deuxième fois ! C'est sur la fortune de Pinault et consorts qu'on doit prendre pour qu'aucun salarié embauché ou intérimaire de La Redoute ne reste sur le carreau.

Les employés de Roubaix, qui sont pour la plupart des femmes ayant beaucoup d'ancienneté, sont écœurés de se voir ainsi jeter comme des malpropres. Il n'est pas dit que cette restructuration passe aussi facilement que l'escompte la direction.

Correspondant LO